

T2137-443-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 443 JEUDI 6 MAI 1982 6,00 F

UN AN DE PROMESSES

ÇA SUFFIT !



PLACE AUX LUTTES !

Fop. 2520

en bref...en bref... Compte-rendu de la manifestation FA du 1^{er} Mai

• Note de service relevée dans les locaux de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) : objet : stades d'information sur les menaces d'investissements étrangers en 1982... Stage organisé par le secrétariat général de la Défense nationale, visant plus spécialement les cadres des secteurs de la recherche. Qu'on vienne nous dire que le lien armée/recherche est une pure invention des antimilitaristes !...

• Le jeudi 13 mai, à 18 h, aura lieu l'inauguration sauvage de la place Solidarnosc, Dalle de la gare d'Antony, à l'appel de diverses organisations dont le groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste (à noter que la municipalité d'Antony est à majorité communiste).

• Le Groupe d'action et d'études libertaires, 8, rue de l'Ange, 63100 Clermont-Ferrand, présente le 15 mai, à 20 h 30, au foyer Home Dume, 12, place de Regensburg, Pascal et Claire Genneret, chanteurs libertaires.

• René Bour est en grève de la faim depuis le 15 mars. Jugé à l'âge de 17 ans par le tribunal d'Assises des mineurs de Moselle pour des attentats contre des édifices (Musée de Graulotte, tribunal d'instance d'Hayang et locaux de la gendarmerie de cette ville), le gouvernement socialo-communiste refuse de faire bénéficier René de la loi d'amnistie. C'est pour cette raison que René Bour fait une grève de la faim. Pour tout contact : M. Laisant, tél. (1) 793.89.99.

• M. Auroux a signé, le 23 avril, à Amiens, un contrat de solidarité avec la société SAB. La semaine de 35 heures sera instaurée en 1983... avec perte du pouvoir d'achat. La CGT approuvant l'accord, le ministre du Travail a pu déclarer que c'était une « leçon exemplaire de solidarité active et responsable ».

• Verdict pour les indépendantistes tahitiens : G. Tauhiro : 10 ans, P. Teave : 8 ans, J.-C. Temariri : 7 ans, J. Siegel : 5 ans, Yves Orirau : 5 ans, A. Utaocho : 4 ans, F. Kapikura : 4 ans. Rappelons que les détenus de la prison de Nurtania-Papete s'étaient révoltés en janvier 1978 et s'étaient rendus maîtres de la prison pour demander l'arrêt des essais nucléaires et l'indépendance de la Polynésie. Rappelons encore que ces jugements rendus le 25 avril 82 sont beaucoup moins forts que ceux prononcés en mai 79. Reconnaissance du caractère politique de l'action ou gouvernement PS paternaliste ?

• Rassemblement : manifestation les 29 et 30 juin à Golfech. Ce rassemblement a lieu pour mobiliser les antinucléaires contre l'implantation de la centrale nucléaire imposée par Giscard et ensuite par Mitterrand. Samedi : 14 h, fête, débats, films-video ; dimanche : 10 h, tournée des villages autour de Golfech, discussion avec la population. 15 h, manifestation offensive sur des objectifs concernant la centrale nucléaire. Protection du lieu, fête, camping, repli, départ et protection de la manifestation assurés. Pour tout renseignement : CAN-Golfech, 33, bd Victor-Guilhem, 82400 Valence d'Agen.

• Vendredi 7 mai, à 14 h, au tribunal de Montauban, se déroulera le procès de trois compagnons arrêtés, tabassés le soir du 29 novembre à Golfech.



À l'appel de la Fédération anarchiste, plus d'un millier de personnes ont manifesté de la place de la Bastille au métro Philippe-Auguste.

La Fédération anarchiste tient à remercier les participants venus affirmer leur solidarité internationale aux travailleurs du monde entier et rappeler le caractère particulier de cette journée du 1^{er} Mai, trop longtemps bafouée par les politiciens de tout bord et récupérée par l'ensemble des centrales syndicales.

Alors que le même jour, les différentes confédérations (dans leur majorité) adoptent la formule du consensus à l'égard du gouvernement socialiste, les anarchistes tenaient à crier haut et fort leur refus de toute forme de collaboration de classes.

Face au pouvoir actuel, les syndicats qui défilent ce 1^{er} Mai 1982 n'avaient rien à demander. Leur manifestation n'est plus qu'une caution. Les nationalisations n'ont rien changé aux conditions de travail, et si l'Etat devient le patron, les travailleurs, eux, restent exploités.

Avant le 10 mai, les syndicats réformistes proposaient la semaine de 35 heures, revendic-

ation reprise par la gauche et consorts ; après l'élection présidentielle, les 39 heures c'était bien ! Et nous pouvons continuer à réfuter toutes les belles promesses préélectorales : le nucléaire était à bannir, aujourd'hui il faut être réaliste !...

La loi « Sécurité et Liberté » était une atteinte à la liberté individuelle, aujourd'hui elle change de nom et prétend protéger nos libertés...

Nous, anarchistes, nous ne transigerons et transigeront jamais devant ces capitulations. Pour nous, la société de demain doit être égalitaire, sans classes, sans capitalisme, sans Etat. On nous répète continuellement qu'il faut être patient pour aller vers ce qu'ils appellent le socialisme, que la route est longue.

Quand on ménage le capitalisme et l'Etat, on prend tout simplement le chemin contraire.

En ce 1^{er} Mai, nous anarchistes avons tenu à affirmer dans cette journée — jadis journée de solidarité internationale des travailleurs — que la notion d'Etat et d'intérêt national ne sont que des leurreurs pour endormir les travailleurs pour les détourner de leur émancipation.

Fédération anarchiste

Paix entre nous ! Mort aux tyrans !

C'est fait. La flotte de Sa très gracieuse majesté a joué avec ses canons. Des avions argentins ont flambé. Les communiqués triomphalistes et contradictoires des deux camps limitent les dégâts. Les gouvernements se réunissent, les soldats s'animent. Les populations applaudissent ou demeurent indifférentes. Des rochers et des moutons valent-ils une guerre sur ces terres brûlées d'Amérique du Sud ?

L'absurdité de la guerre apparaît dans toute son horreur. Les chômeurs anglais fredonnent l'hymne national devant des tasses de thé à moitié vides. Les torturés anti-fascistes font passer l'intérêt national avant la libération de tous les emprisonnés. Les grands de ce monde jouent avec la vie des peuples. Jusqu'où iront-ils pour ne pas avoir l'air de baisser les bras les premiers ?

En Amérique, au Moyen-Orient, il est temps de dire aux peuples qui s'entre-déchirent pour les intérêts particuliers des bourgeoisies locales que la paix n'est pas un vain mot.

Groupe Louise Michel

ÉDITORIAL

LA gauche fête le premier anniversaire de sa venue au pouvoir. Modestement, avec un manque d'enthousiasme qu'on comprend ! Le résultat est celui qu'on était en droit d'attendre et nous n'avons pas eu grand mérite à le prévoir !

Le programme du Parti socialiste était modeste. Il n'était pas question de chasser le régime capitaliste, d'abandonner l'économie de profit, de supprimer les classes, même pas d'établir l'égalité des conditions d'existence des citoyens. Quelques réformes de structures, dont la décentralisation, les nationalisations, les droits des travailleurs dans les entreprises, gadgets qui laissent le système d'exploitation en place, assorties de quelques augmentations de bas salaires, des prestations sociales ! Vaille que vaille, le gouvernement essaya d'appliquer ce programme modeste qui se heurta à l'intransigeance des forces de droite et provoqua un rejet de la société économique en place.

Le bilan est désastreux ! L'inflation a rapidement rattrapé les relèvements de salaires ; la réduction de la journée de travail à 39 heures a simplement permis aux patrons la rationalisation du travail dans les entreprises, sans provoquer l'embauche escomptée et par conséquent a augmenté le profit ; les mouvements de grèves se sont multipliés ; la fronde des patrons a obligé le gouvernement à reculer. Cette gauche qui, étonnée, avait pris le pouvoir comme en s'excusant, a été contrainte de faire un somptueux cadeau aux entreprises pour les engager à rompre avec leur politique économique malthusienne et à investir ! Plus de deux millions de chômeurs, 14% d'inflation, une stagnation de la production auxquels il faut ajouter le relèvement des cotisations sociales, mesures imposées par la situation économique, non pas du pays, mais du système qui le dirige, que Monsieur Barre n'aurait pas désavouées et qui sont reçues par la population avec scepticisme.

Un an après le 10 mai, les maigres cortèges qui ont marqué les manifestations du 1^{er} Mai, mieux que les sondages « orientés », en disent long sur la désaffection des foules.

En votant Mitterrand, les électeurs espéraient résoudre les problèmes de notre époque en faisant l'économie d'une révolution. Les naïfs ! Deux maux rongent nos sociétés. Une crise mondiale de l'économie qui voit les clients se rarifier, la concurrence économique se multiplier avec l'arrivée de nouveaux producteurs sur le marché et le système capitaliste de profit qui veut faire payer une crise qui est la sienne à la population. A cette crise, il n'existe qu'une seule solution, la distribution différente du revenu national. Le capitalisme ne l'acceptera pas. Devant la poussée populaire, il pliera momentanément devant l'orage, comme il le fit en 1936, avant de reprendre l'offensive ! Il faut lui arracher les crocs. Pour ne pas l'avoir compris, le gouvernement issu du 10 mai est condamné à gérer la crise qui est le fruit du système. Son choix est simple : ou il s'inclinera comme avant lui se sont inclinés tous les régimes socialistes, ou il sera emporté par les foules déchainées par la démagogie de la classe dirigeante.

Le socialisme parlementaire n'est pas un remède à la crise, mais une des dernières cartes dont se sert le capital pour la faire accepter aux peuples.

Du côté des syndicats...

LE 1^{er} Mai s'est déroulé à Paris dans la morosité. Merguez, ballons, folklore étaient au rendez-vous, mais l'élan revendicatif n'y était pas.

Le matin, les militants FO, frieux, sont restés chez eux. L'indépendance syndicale en France et les libertés syndicales dans le monde n'ont pas réuni les foules.

L'après-midi, la CFDT réunissait un peu plus de monde, grâce en particulier aux cortèges de travailleurs de nationalités étrangères qui avaient renfloué auparavant le cortège organisé par la CGT-PC. La CGT, qui n'avait aucune revendication à mettre en avant sinon l'adhésion à la CGT, a fait la démonstration de son recul numérique et de l'alliance ostensible avec le PC, Séguy, Marchais et Krazucki en tête, suivis de sections et syndicats PC et CGT entremêlés. Un soulagement pour nous, le PC a rassemblé derrière ses banderoles environ la moitié des participants présents à la manifestation du matin de la Fédération anarchiste. Quant à ces fameux cortèges de travailleurs étrangers qui permettent d'augmenter l'étendue du cortège de la CGT, puis s'en retournent grossir le rassemblement de la CFDT, c'est un vrai fourre-tout. On a pu voir des anti-khomeïnystes qui cotoyaient avec plus ou moins de bonheur des pro-khomeïnystes ! Des groupuscules gauchistes latino-américains réclamant les Malouines pour l'Argentine !

Ce fut donc un 1^{er} Mai défiguré par des syndicats qui n'ont rien à revendiquer, par la présence des partis, de religieux islamiques qui défendent un fou sanguinaire, et de gauchistes abrutis qui veulent augmenter la surface de l'Argentine. Le seul cortège revendicatif, représentant d'un mouvement ouvrier digne de ce nom, était représenté par les travailleurs de chez Citroën à Aulnay, actuellement en grève.

On était soulagé, le soir, d'apprendre devant cette platitude qu'en Pologne le 1^{er} Mai a vu descendre dans la rue des milliers et des milliers de manifestants hostiles au régime communiste.

Groupe Fresnes-Antony

Abonnez-vous

L'USINE Citroën d'Aulnay, créée en 1973, issue de Javel, compte 6 500 travailleurs, dont 3 000 O.S. En pleine zone industrielle entre l'autoroute et les voies de chemin de fer, « cette petite ville Citroën », ce no man's land vert où tout a été étudié pour qu'il n'y ait aucune communication entre « l'usine Citroën et l'extérieur », fabrique des CX et termine le montage des LN. Chaque matin, les cars Citroën passent chercher les travailleurs, essentiellement immigrés, dans les foyers Citroën et les emmènent à Aulnay où, d'abord, on franchit un grillage gardé par des vigiles qui donne sur le parking ; ensuite, les cars déposent les travailleurs devant leurs ateliers (le travailleur de chez Citroën n'a aucun contact avec l'extérieur).

C'est à ce moment que commence l'enfer : les OS sont habillés en vert, les chefs en orange, les « gros bras » provoquent sans cesse les travailleurs ; tout est créé pour diviser : embauche de travailleurs vietnamiens que la CSL entretient quotidiennement dans un climat anti-communiste (« On doit casser du rouge »), la direction qui amène des villages entiers de travailleurs turcs et qui maintient l'oppression en gardant à son poste de chef « le chef du village » qui continue à garder son rôle dans l'atelier.

Voilà un peu l'ambiance quotidienne chez Citroën, sans parler des passages à tabac de militants syndicaux sur les parkings et autres agressions en tout genre.

Le détonateur

Jeudi 22 avril, dans les vestiaires, circule un tract raciste

non signé, intitulé : « Mon cher Mustapha », qui invite les travailleurs immigrés à faire venir leurs femmes en France pour toucher les allocations familiales, le chômage, etc. et qui se termine par « nous avons mis les Français hors d'Algérie, en France, nous les mettrons dehors ».

C'est aussitôt le déclic : les travailleurs débraient. « C'est

« Mon cher Mustapha » à Citroën- Aulnay

à notre dignité qu'ils touchent. »

L'équipe du vendredi débraye et le lundi matin aucune des deux équipes ne reprend le travail, tandis que des piquets de grève s'organisent à l'entrée de l'usine.

A 11 heures du matin, la CGT fait cavalier seul et va voir la direction générale pour négocier, mais arrivée sur place, elle constate que FO et la CSL l'ont déjà devancée. La CGT demande alors des explications à FO. Le mardi matin, la direction

générale n'organise pas de ramassages dans les foyers, mais fait rentrer des jaunes par les voies de chemin de fer. Elle emploie les grands moyens et fait venir par hélicoptère des gros bras CSL de Rennes. En tout, les hélicoptères se poseront 22 fois en déposant chaque fois six personnes.

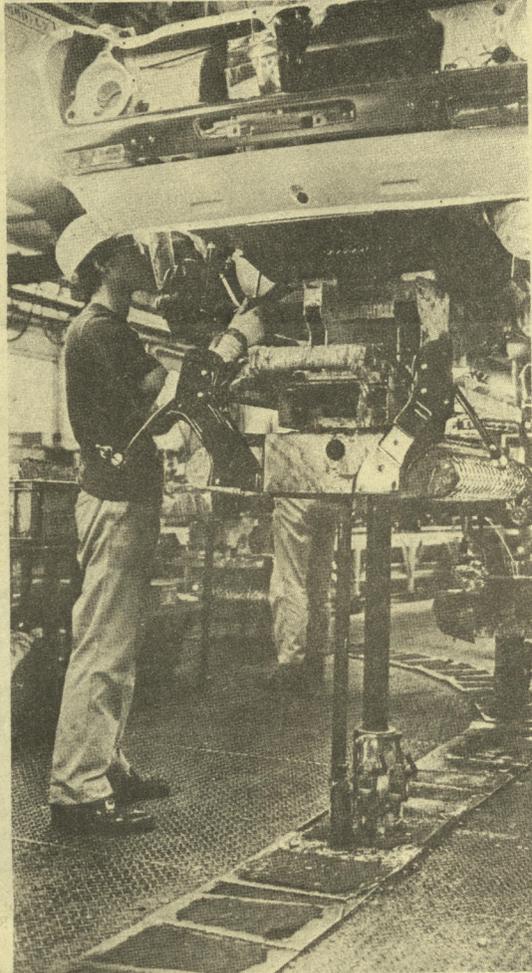
Dans le même temps, deux personnes armées tentent de pénétrer par l'entrée de l'usine et sont aussitôt interceptées par les R.G. A l'intérieur, les nervis s'organisent et circulent constamment dans de petites camionnettes tandis qu'à l'extérieur les grévistes renforcent les piquets de grève, ce qui fait dire à la Direction générale : « Nous ne négocierons pas en état de siège ».

Il faut dire que bientôt des élections professionnelles vont être organisées sous le contrôle d'un mandataire de justice, élections qui seront décisives pour la CGT et la CFDT.

A l'extérieur, c'est chacun pour soi : les responsables syndicaux refusent l'unité réclamée par des travailleurs immigrés.

Mercredi, la CGT, suivie de la CFDT, organise un meeting d'environ 10 000 personnes. La grève se durcit. Les grévistes réclament une augmentation de 400 francs pour tous, des embauches et surtout des libertés syndicales.

Comment la grève va-t-elle se poursuivre, alors que pour chacun l'enjeu est très important : la direction joue la carte CSL, la CGT et la CFDT celle des élections professionnelles. De toute façon, cette grève est une brèche dans le bastion CSL.



Rosa

Ecoutez tous les jours Radio-Libertaire sur 89,5 MHz

(Radio libre de la Fédération anarchiste émettant sur Paris et proche région)

A PROPOS DES CANTINES P.T.T.

T OUS les restaurants PTT vont renouveler le 4 mai la moitié de leur CA (1) et la totalité de la CS (2). Les candidats se présentent sur une liste syndicale et sont élus à la proportionnelle. Pour les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO), ces élections représentent un test important, au même titre que les élections paritaires.

C'est en 1945 que les organisations syndicales ont obtenu la possibilité de gérer les cantines. La première mystification a été de faire croire que c'était une grande victoire face à l'administration, alors qu'en fait elle ne fait que céder une sale besogne aux soi-disant représentants des travailleurs.

De longues trahisons

Depuis cette date, l'action des syndicats n'a été qu'une longue série de trahisons. En effet, les élus CGT, CFDT et FO forment le CA ont sous leurs ordres du personnel PTT détaché et du personnel hôtelier. Le personnel PTT est, bien entendu, payé par l'administration, tandis que le personnel hôtelier (travailleurs recrutés à l'ANPE, par exemple) est payé par le CA, le CA trouvant ses fonds uniquement dans la poche des usa-

gers de la cantine. Ainsi donc, tout en étant gestionnaires, les syndicats sont également patrons.

Tributaire de la situation économique, de l'inflation et du prix des denrées, pour gérer correctement, le CA est obligé soit d'augmenter le prix du repas, et donc d'amputer le pouvoir d'achat des travailleurs, soit de licencier du personnel hôtelier. C'est ce qu'il fait, tantôt l'un, tantôt l'autre. On comprend aisément pourquoi l'administration s'est débarrassée facilement de cette tâche. Il lui est facile de garder les mains propres. Les syndicats, quant à eux, sont prêts à toutes les vilénies pour garder leur hégémonie sur la classe ouvrière. Mais il leur arrive que cela leur en coûte. Récemment, une employée apprenant son licenciement la veille pour le lendemain (pratique qu'un patron-tyran d'une petite entreprise n'aurait pas déconseillée) fut obligée, pour défendre ses droits, de trainer l'employeur, le CA (les syndicats, doit-on le rappeler), devant les prud'hommes (là où siègent ces mêmes syndicats). Pour éviter de justesse un scandale, l'employée fut réembauchée lors de la première réunion de conciliation. On préféra, une fois de plus,

augmenter le prix des repas. C'est ce que certainement on doit appeler la nouvelle solidarité, les nantis déboursant un peu plus pour préserver l'emploi des moins favorisés. C'est beau, mais cela n'a rien à voir avec le syndicalisme !

Syndicat ou patron, il faut choisir

S'armant de l'argument-massue que si ce n'était pas eux, ce serait le privé ou l'administration qui s'occuperait de la restauration, les syndicats pensent avoir tout dit. En fait, ils trompent les travailleurs en pensant faire du social, ils ne font que de la collaboration de classes. Les militants syndicaux, même s'il y en a de sincères et de compétents, se coupent de la réalité quotidienne des travailleurs. Ils se détachent de la base. En voulant faire de l'autogestion, comme ils disent, ils ne font qu'intégrer encore plus les travailleurs dans le système capitaliste.

Que la cantine soit gérée par le privé ou l'administration, peu nous importe. Là au moins l'antagonisme de classe est évident, concret. Il y aura toujours moyen d'intervenir (boycott, autoréduction ou toute autre action) et ce dans l'unité des travailleurs des cantines et des

usagers. Ce qui n'est pas le cas actuellement. Aussi les syndicats ont-ils intérêt à faire rapidement leur choix. Ou ils se rangent de nos côtés, ou ils restent en face. Mais alors, tant pis pour eux s'ils perdent des plumes dans la bagarre.

Syndicats, hors des cantines ! Boycott des élections !

Il est à noter également que si une des principales revendications des organisations syndicales est la réduction du temps de travail avec embauche correspondante, le fait d'être passé de 40 h à 39 h n'a pas vu augmenter le nombre du personnel hôtelier, d'où dégradation des conditions de travail. Ah, ils sont beaux les syndicats.

J. SAINTIER

(1) CA : Conseil d'administration. Il a la responsabilité collective de la gestion. Il élit en son sein un bureau de cinq membres (président, secrétaire, secrétaire-adjoint, trésorier, trésorier-adjoint). Il nomme le gérant et ses adjoints et assure le contrôle de la gestion.

(2) CS : Commission de surveillance. Elle se compose de cinq membres : deux élus du personnel renouvelables tous les deux ans et trois membres de l'administration des PTT.

Les travailleurs immigrés

« **M**ITERRAND : tout pour l'immigration légale, les autres dehors ! », titrait *Libération*, le jeudi 29 avril, posant le problème de manière abrupte, mais claire. Le pouvoir socialiste en place n'essaye pas vraiment de prendre le problème à pleines mains, ne voulant pas déplaire à un électoralat « globalement raciste », il adopte des mesures à l'emporte pièce : les bons d'un côté, les mauvais de l'autre. Les gouvernements qui ont précédé la « force tranquille » n'ont pas fait mieux depuis la circulaire Fontanet et l'incitation financière au départ (dont on a fait un film *Prend 10 000 francs et tire-toi !*). Les divers groupuscules d'extrême-droite veulent nous faire un cours d'arithmétique élémentaire et nous disent « un million d'immigrés en moins, c'est un million de chômeurs qui retrouvent du boulot ». Argument facile quand on sait que l'industrie française a toujours besoin d'une main-d'œuvre corvéable à merci, sans qualification particulière et se « contentant » de salaires à peine supérieurs au SMIC. Il serait un peu hâtif de déclarer tout de go que les travailleurs immigrés sont la véritable classe ouvrière objectivement héritière des qualités du prolétariat idéalisé par l'extrême-gauche d'après 68. Prenons par exemple l'industrie du bâtiment (secteur où, avant la dernière guerre, les traditions syndicalistes révolutionnaires étaient fortes, le SUB [Syndicat unitaire du bâtiment] ayant été le noyau de la constitution de la CGTSR en 1926), les travailleurs immigrés sont la majorité et les Français sont la plupart du temps chefs, ce qui se voit au niveau technique comme au niveau commandement. Et ce secteur, ancien bastion, n'est aujourd'hui que peu syndiqué. Il n'y a plus de traces de « tarif syndical », encore moins de contrôle de l'embauche, choses qui existaient avant.

Le problème est certes plus complexe, mais on peut dire brièvement que le patronat a bénéficié après la Libération d'une main-d'œuvre abondante et qui n'avait que peu ou pas de traditions ouvrières de lutte.

Contrairement au début du siècle aux Etats-Unis où l'afflux d'immigrés européens (dont une partie non né-

gligeable était des militants dans leurs pays respectifs) contribua à l'essor du syndicat révolutionnaire IWW (Industrial Workers of the World (1)). Mais des situations particulières engendrant de nouveaux réflexes, les travailleurs immigrés ont commencé, peu à peu, prenant conscience de leur force à revendiquer, à demander de meilleures conditions de travail.

Les syndicats, jusqu'à ces dernières années, n'avaient pas tellement « mordu » sur le potentiel d'adhérents que représentait pour eux les travailleurs immigrés. Ce n'est vraiment qu'après 68 que, particulièrement à la CFDT (on pense à la grève de Penarroya) les immigrés seront partie prenante du monde syndical français. Ils seront souvent les plus déterminés dans les



grèves dures qui suivront les « événements » de mai 68. En effet, souvent en situation précaire, victimes du racismisme, ils subissent plus que nous l'exploitation capitaliste.

Quand on est ouvrier et immigré, l'oppression patronale est doublée du poids de l'idéologie dominante ; quand on est de plus femme immigrée, le sexisme le dispute au racismisme.

La grève des travailleurs du métro, comme celle des sans-papiers de l'« industrie textile » du quartier du Sentier, les grèves de Renault-Flins et de Citroën-Aulnay, pour prendre des exemples plus récents, té-

moignent, s'il en était besoin, de la réelle combativité des travailleurs immigrés. Dans les dernières années, le cortège des travailleurs immigrés lors des manifestations syndicales était l'un des plus rares moments où l'enthousiasme et la spontanéité débordaient les slogans officiels. Les confédérations syndicales, CGT et CFDT principalement, réussirent (pour combien de temps ?, la question est posée...) à s'implanter dans divers secteurs (nettoyeurs du métro, éboueurs, travailleurs du textile, etc.) où l'exploitation était plus que flagrante et les droits élémentaires bafoués : pas de carte de travail, pas de fiches de paye, salaire en-dessous du SMIC, heures supplémentaires non payées... Les motivations des travailleurs immigrés pour leur choix d'une centrale plutôt qu'une autre semblent plutôt relever du hasard que d'une détermination précise. On adhère à la CGT parce que cette centrale est présente sur l'entreprise par un militant défendant les immigrés, l'étiquette n'importe pas, étant dépassée par les contacts personnels. Si les travailleurs turcs du quartier du Sentier avaient pu penser que leur lutte servirait à redorer le blason de la CFDT recentrée... La pensée que les travailleurs immigrés se rendent compte des reculades syndicales sur le plan national doit hanter les nuits de maint bureaucrate syndical !

Pour nous, anarchistes, les travailleurs immigrés présentent deux aspects qui sont souvent étroitement liés, allant jusqu'à s'opposer : leur situation sociale en France et le poids de leur héritage culturel et religieux dont nous devons tenir compte.

Soutenir la lutte des travailleurs immigrés, les anarchistes l'ont fait et le feront toujours. Mais sans flatterie ni volonté de direction, simplement en étant à leurs côtés pour l'obtention de leurs droits vers une société égalitaire, ayant supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme.

Jean-Pierre GERMAIN

(1) L'American federation of labour refusait les sans-qualification...

RENAULT-FLINS, LA VICTOIRE DE L'UNITÉ

SALARIE sous un gouvernement de gauche, ça doit changer la vie, non ? Déjà sous Giscard, à Renault, les O.S. (ouvriers spécialisés) sont devenus des A.P. (agents de production) ; quelle belle A.S. (avancée sociale) !

Flins, petit village auréolé des batailles entre CRS et étudiants en 1968, a hérité d'une énorme usine qui emploie aujourd'hui 18 000 salariés. Dans cette « forteresse syndical est minoritaire (10% de syndiqués), partagé essentiellement entre une CGT encadrée par des staliniens bon teint (45%), une CFDT active traversée de divers courants (35%), FO hésitant entre l'A.O.P. (officine liée au R.P.R.) et la bergeronette réformiste. Les grèves sont souvent catégorielles, minoritaires autour d'un noyau dur, réveillant parfois le racisme vis-à-vis des immigrés (grande majorité des O.S.). Elles s'apparentent en général à des mouvements de révolte contre la condition ouvrière, difficilement traduits par des revendications précises. Elles peuvent parfois se terminer par des licenciements importants (grève des presses).

Pourtant, les conflits qui viennent de se dérouler comportent certains éléments différents et positifs que les journalistes, par ignorance ou esprit partisan, ont minimisés ! Leur attitude a parfois entraîné des réactions violentes à leur égard de la part des ouvriers de Flins.

LE RAS-LE-BOL

Depuis longtemps existe un sentiment de rancœur vis-à-vis du travail dans l'entreprise, particulièrement réel parmi ceux qui subissent les conditions de travail les plus dures : travail à la chaîne, travail répétitif, lot quotidien des usines de montage automobile. Les travailleurs sont particulièrement sensibles aux conditions d'évolution dans leur filière professionnelle, concrétisée par le passage aux coefficients supérieurs. Ces derniers temps, la direction de Flins a réussi à méconter tout le monde sur ce point.

En octobre 1978, elle a mis en place des A.P. (ex O.S.) et les P1, un système d'attribution d'U.P.A. (Unité pratique d'atelier) qui permet d'obtenir cinq points supplémentaires, mais pénalisant les travailleurs en arrêt-maladie, maternité, congés sans solde, tentant ainsi de créer une division très mal ressentie par le personnel. Pour les autres catégories, O.P. (ouvriers professionnels) et E.T.A.M. (employés, techniciens, agents de maîtrise), elle a récemment accentué la confusion en créant de nouveaux coefficients attribués au mérite. Ainsi, les régleurs peuvent obtenir 10 points, les chefs d'équipe 15 points, les chefs d'atelier 35 points, alors que les A.P. ne peuvent espérer que 5 points (U.A.P.) !

Depuis plus de deux mois, les O.P. ont participé à plusieurs débrayages pour remettre en cause ce système incohérent et individualisé.

LA GRÈVE DES CARISTES

Pour un même coefficient, trois plats existent : mini, moyen, maxi. Les caristes (conducteurs de chariots élévateurs chargés d'approvisionner les chaînes), français en majorité, étaient au coefficient 180 maxi. L'attribution des 5 points d'U.P.A. devait les conduire, d'après la direction, au coefficient 185 mais moyen, ce qui représentait un manque à gagner pour ces salariés et un grave précédent. Leur réaction fut massive et active, entraînant le blocage des chaînes. Leur grève fut populaire car concernant de nombreux salariés de la production.

Les tentatives de la direction pour les diviser échouèrent. Une proposition de passage au maxi pour seulement 70% d'entre eux — les plus anciens — fut repoussée par 84% des voix. Le travail reprit lors-

qu'un calendrier pour tous fut proposé. D'autre part, les congés sans solde, les accidents du travail, la maternité furent neutralisés pour l'obtention des U.A.P. Les salariés ressentirent ce résultat comme une victoire importante.

LA GRÈVE DES A.P. ET P1

Dès la fin du conflit des caristes, elle a éclaté, s'appuyant sur un noyau « dur » (500 à 600 travailleurs), constitué en grande partie d'immigrés, notamment en mécanique, sellerie, mais aussi en tôlerie R5, tôlerie R18, éfrage, peinture.

La forme d'action particulièrement efficace consistait à organiser quotidiennement des défilés dans les ateliers pour entraîner les autres ouvriers à cesser le travail. Tous les jours, un appel C.F.D.T.-C.G.T.-F.O. appelait l'ensemble des travailleurs à un débrayage de trois heures. De jour en jour, la mobilisation va croître jusqu'à impliquer plus de la moitié des travailleurs concernés (7 000 environ).

Ainsi, la régie va perdre la production de 30 000 voitures. Pourtant, la direction a pris des positions plus dures que lors de la grève des caristes, comptant peut-être sur une résurgence du racisme à l'égard des grévistes (presque tous immigrés). Elle refusa tout d'abord de recevoir une délégation de grévistes, décréta plusieurs lock-out, tenta de faire établir des constats d'huissier, encouragea la maîtrise à jouer l'intimidation et faire le coup de poing ! Elle échoua dans toutes ses tentatives, si bien que le gouvernement — très inquiet — nomma un chargé de mission.

Les résultats du conflit sont largement positifs : obtention de cinq points pour un stage formation, prime d'attente de 100 francs et aussi possibilité d'accoler la cinquième semaine de congés aux congés principaux — revendication importante pour les immigrés allant dans leur pays en vacances —, garantie de l'absence de sanctions liées à la grève (souvent très difficiles à obtenir dans d'autres conflits)...

L'UNITÉ, UNE FORCE DURABLE ?

Fréquemment, les travailleurs de Flins sont l'objet des nombreux tracts émis par les diverses chapelles politiques de gauche ou d'extrême-gauche, ainsi que ceux des organisations syndicales comportant souvent de très vives polémiques. Or, dans cette grève, on verra régulièrement des appels communs C.F.D.T.-C.G.T.-F.O. ! Que s'est-il passé ? Déjà il y a quelques semaines, plusieurs ateliers avaient refusé de débrayer en l'absence d'un appel commun. Lors de la grève des caristes, leur parfaite solidarité fit plier la direction. Dès le début de la grève des A.P. et P1, la C.F.D.T. demanda aux travailleurs d'envisager le problème de l'unité. Ainsi, un comité de grève — quatre travailleurs, par secteur en action — fut nommé, reconnu par la direction, et participa aux négociations aux côtés des organisations syndicales. C'est de là que datent les appels syndicaux communs.

L'avenir immédiat dira s'il s'agit d'un épisode sans lendemain ou si l'unité des travailleurs, à Flins et ailleurs, peut se reconstituer, à partir de la base, à partir de luttes communes.

Cette unité ne se développera réellement que si la dépendance actuelle des directions des centrales syndicales vis-à-vis des partis politiques cesse, permettant ainsi aux intérêts de classe de l'emporter sur les intérêts de chapelle. Un des tests sera peut-être le contenu que mettront les travailleurs dans les futurs conseils d'atelier prévus dans les usines nationalisées. Pourront-ils aider à la constitution d'une force collective capable de s'attaquer efficacement au patronat et au salariat ? En tout cas, c'est le sens de l'action quotidienne des anarcho-syndicalistes.

Serge

Le grand show catholique

LS étaient tous là, samedi 24, à Pantin. Rassemblés « pour la liberté de l'enseignement », à l'appel des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre ; ils ont écouté religieusement les divers intervenants.

Le service d'ordre de l'UNI était bien sûr présent. Ce groupe de choc universitaire défendait la liberté d'étudier comme d'autres syndicats patronaux défendent la liberté du travail. Notons toutefois que l'UNI apparaît systématiquement dans le cortège des Lecanuets, Pons, Barrot et autres Pelletier.

Ces politiciens de service n'étant pas invités en tant que tels, ils ont tout de même pris le temps de débiter leur soupe. Il s'agissait d'attendre de l'Etat qu'il considère l'enseignement privé comme partenaire et non comme adversaire. Pour le RPR, le plus important était de s'affirmer en tant que « défenseur des libertés » et de se mobiliser « pour être à la pointe du combat ». Rien d'étonnant quand on connaît ses liens privilégiés avec les catholiques durs et actifs.

Bien sûr, l'apothéose de ce spectacle, c'était le discours de l'archevêque de Paris, Monseigneur Lustiger, que tout le monde a pu suivre sur de gigantesques écrans. D'entrée, il posait le problème fondamental pour l'Eglise catholique, celui du rapport de la nation avec sa jeunesse. Il a tenu un discours empoisonné en voulant récupérer toute la frange des jeunes qui se sentent mal vivre et en voulant les intégrer dans le giron de l'Eglise. Mais le principal pilier de son intervention est la tentative toujours renouvelée de réaliser le grand consensus social et la cohérence nationale. Pour Lustiger, il est temps « de parachever sur ce point l'œuvre de réconciliation des Français entreprise depuis plus d'un demi-siècle ». C'est bien connu, nous sommes tous frères. Dans notre entreprise, puisque nous sommes tous embarqués dans la même galère, travaillons main dans la main avec notre patron et réalisons de gros bénéfices... pour lui. Cette optique n'est pas nouvelle, la Bible et diverses encycliques ont bien défini cette société où toute lutte de classe est abolie pour se consacrer à l'attente d'un paradis qui ne viendra jamais.

Pour faire accepter ce principe qui veut que les uns triment et se résignent pendant que les autres s'enrichissent joyeusement, rien n'est plus commode que l'école confessionnelle où l'enfant est encore malléable et disponible à souhait. Alors, parlons-en de l'école libre !

C'est pourquoi notre anticléricalisme ne sera jamais désuet ; au contraire, notre insoumission à la religion doit être de plus en plus active et lucide. A l'heure où les cléricaux investissent l'appareil d'Etat, les syndicats, et représentent une force non négligeable en faveur de l'enseignement catholique, combattons ce réveil cléricale que Sébastien Faure dénonçait déjà en son temps.

Marc (groupe Sevrans-Bondy)

Le rassemblement de Pantin sera à graver dans les annales comme la plus sublime description de l'école privée : une école de dogme chrétien à la botte et au service du patronat.

La bourgeoisie s'accroche à cette école directement branchée sur les besoins économiques des patrons. L'Eglise, fidèle serviteur de leurs intérêts, lance ses forces dans la bataille pour le soutien au capital et pour la défense d'un ordre moral qui s'ajoute de deux millénaires d'abrutissement judéo-chrétien.

L'école privée, catholique à 95%, constitue un bastion de valeurs les plus moribondes de cette société, en même temps qu'elle développe et favorise la mainmise patronale sur la jeunesse.

La liberté de l'enseignement est à mettre dans le même sac que la liberté du travail, il s'agit de deux concepts bourgeois totalement étrangers au mouvement ouvrier et à la lutte révolutionnaire. Ne nous y trompons surtout pas. Ces épouvantails brandis par la droite dans les moments difficiles ne sont que des paravents qui ne servent en réalité qu'à abriter les positions les plus réactionnaires. Et en tant qu'anarchistes, il nous faut effectivement nous employer à mettre à bas cette forteresse de la bourgeoisie, comme l'ont toujours préconisé les différentes organisations révolutionnaires.

Ce combat-là est le nôtre, il

s'inscrit dans la démarche que nous nous sommes donnés pour ébranler cette société, tant d'un point de vue économique qu'idéologique. Pourtant, il ne saurait être question, sous prétexte d'unité des laïcs, de gommer nos divergences avec les autres courants qui ont engagé ce combat. De même que le soutien ponctuel à certaines actions à caractère réformiste dans d'autres do-

remise en cause généralisée de la notion même d'école, publique ou privée, avec toutes les difficultés que cela comporte, surtout lorsqu'on travaille précisément dans ce milieu.

Le cas de Francisco Ferrer et des anarchistes espagnols est un exemple pour le mouvement libertaire dans son ensemble.

La lutte contre l'école de l'Eglise, détentrice du quasi-monopole de l'enseignement au début du siècle en Espagne, par la mise en place d'une autre forme d'éducation populaire (les écoles rationalistes) gérée par les syndicats, nous indique, encore aujourd'hui, que notre combat doit se situer dans l'écrasement de la vermine cléricale, mais également dans le dépassement du problème de la laïcité et dans la remise en cause de l'institution scolaire dans sa globalité. Et c'est cette position qui, historiquement, a toujours animé les militants anarchistes dans l'enseignement qu'ils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Education nationale.

S'il existe effectivement des jalons dans la lutte et une stratégie que nous devons modeler en fonction des situations et des rapports de forces socio-politiques, il y a également notre originalité et nos revendications particulières que nous nous devons d'affirmer haut et fort dans ce combat contre l'école des curés.

Patrick (groupe d'Angers)

A PROPOS DE LAICITE

maines (lutte dans les casernes, par exemple) ne doit se faire sans que nous affirmions notre spécificité anarchiste et notre finalité, il ne saurait être question pour nous, dans ce cas précis, de passer sous silence notre critique de l'Education nationale (cf. un précédent article, *La Guerre des écoles*).

La critique de l'école par les libertaires est une critique radicale qui dépasse la lutte pour la laïcité, pour s'orienter vers une



LE CENTENAIRE DES LOIS LAIQUES

VINGT-HUIT mars 1882 — L'Assemblée nationale votait la loi qui officialisait la laïcité de l'enseignement et préfigurait la laïcisation de l'Etat. Depuis lors, l'école laïque et gratuite pour tous fut constamment à l'ordre du jour, les uns voulant la renforcer, les autres l'écarter. Pons, Le Pen, Lecanuets ont pris la relève des Montalembert et Pétain. Le statut Alsace-Moselle, les lois Guerneur, Mari et Debré sont autant de jalons posés par la droite pour imposer un cadre restreint à l'école laïque. L'abrogation de ces lois a été un des chevaux de bataille des organisations de gauche et des centrales syndicales. Le Comité national d'action laïque, qui organise le 9 mai un grand rassemblement au Bourget, a obtenu le soutien de l'ensemble des centrales ouvrières, partis politiques de gauche et organisations philosophiques. La guerre scolaire de tout temps a été un support pour des oppositions plus profondes entre une France socialisante et une France réactionnaire.

En 1982, les données n'ont pas fondamentalement été transformées, c'est le cadre qui est différent. Sous l'ère gaulliste, il n'était pas difficile pour l'ensemble des organisations de gauche de mener une agitation de masse sur ce terrain, mais aujourd'hui il revient aux députés socialistes et communistes d'abroger les lois anti-laïques et au gouvernement de mettre tout en œuvre pour que l'école puisse offrir les meilleures garanties d'enseignement à l'ensemble de la population.

Et c'est là que le bât blesse, les uns et les autres avancent prudemment, sont dans l'impossibilité de renier l'idée de laïcité, mais ne veulent rien faire pour la construire.

Le rassemblement du 9 mai en est un exemple frap-

pant. Il ne donne pas lieu à une grande manifestation nationale, il est loin de Paris et de ses artères et ministères. Il a l'intention « de célébrer le centenaire de l'école laïque, école de la liberté, de façon joyeuse et sereine, à l'image même de la laïcité » (*L'Ecole libératrice* - organe du SNI). A part deux interventions centrales : une du secrétaire du CNAL, l'autre de Mauroy, ce rassemblement ne compte pas assurer des colloques, forums, prises de position. Il sera simplement différent de la Foire du Trône de par son titre.

L'initiative du CNAL a tout de même le mérite d'avancer sur la place publique la question laïque pour la retirer des mains des spécialistes. La fête du centenaire des lois laïques n'est pas une journée de lutte mais s'apparente plus à une collaboration avec l'Etat. Ce n'est pas un hasard heureux ou la simple reconduction de la fête-anniversaire du cinquantième. C'est à un gouvernement socialiste qu'il revient de nationaliser l'école privée et non à la droite. Depuis le 10 mai, les enseignants et partis de gauche baissent le ton et tentent de trouver un point de vue parallèle entre les deux écoles acceptable par leur base.

La FEN, malgré la motion laïque adoptée à l'unanimité par le congrès du SNI et ses prises de position lors de son dernier congrès, tente d'accorder la chèvre avec le chou. Ses prises de position théoriques avancent en effet l'abrogation des lois anti-laïques, la nationalisation de l'enseignement privé, mais dans les faits ne met rien en œuvre pour imposer ces revendications au gouvernement.

Le SNI a été reçu par Savary pour discuter de l'enseignement privé. Il a attiré l'attention du ministre sur le budget 83, par voie de conséquence sur le finan-

cement par l'Etat et des collectivités locales des écoles privées.

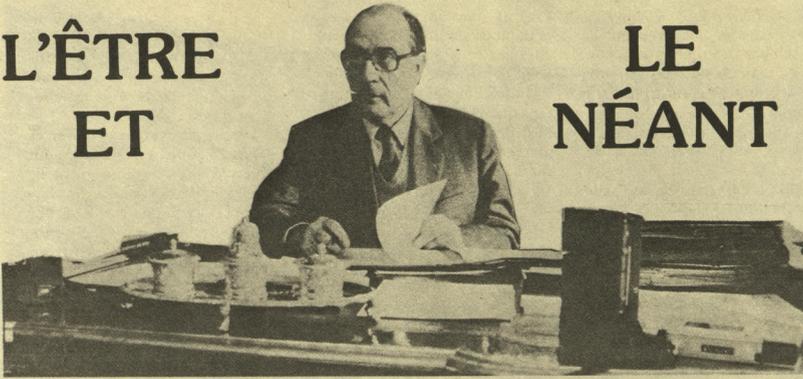
Dans un article du *Monde*, il avançait un simple rééquilibrage entre les deux financements. Il ne demande nullement l'abrogation immédiate des lois anti-laïques, ni un plan de nationalisation daté, ni une prise de position officielle du gouvernement. La FEN se contente de promesses et ne désire nullement mettre en difficulté le gouvernement sur ce problème. Il est certain qu'UID, tendance majoritaire socialiste, ayant eu gain de cause sur d'autres dossiers (notamment celui de la revalorisation), est désireuse de jeter celui-ci dans les oubliettes de la collaboration de classes.

Le rassemblement du 9 mai résulte de cette politique. Officiellement, les syndicats et partis de gauche défendent l'école laïque contre les menées de la droite mais ne désirent nullement donner à cette revendication toute l'ampleur nécessaire pour qu'elle soit satisfaite. La période difficile, la main tendue au patronat, obligent le pouvoir à mener une politique dont Thiers et Pétain n'auraient pas dédaigné assurer la responsabilité.

Notre rôle est donc dans ce cadre d'imposer à un gouvernement de gauche une démarche qui n'est plus la sienne en dénonçant la mainmise de l'Eglise et du patronat sur l'éducation, en combattant l'échec scolaire pour un développement significatif du budget de l'Education nationale.

Le combat laïc va dans ce sens, dénonce le rôle de l'école et tente d'en pallier les méfaits en avançant des revendications sociales qui vont à l'encontre des intérêts immédiats de l'Etat et des patrons.

Thyde Rosell

L'ÊTRE
ETLE
NÉANT

Un an déjà, eh oui, que la force tranquille s'est installée dans les meubles du pouvoir. Rappelez-vous ! L'élection du « camarade » Mitterrand par une petite majorité électorale, mi-lassée de la morgue giscardienne, mi-sédutive par les propos feutrés d'un réformisme bon enfant ! Et puis, le déferlement de la marée rose lors des législatives de juin 81 ! Et puis, l'état de grâce ! La population attentive, bienveillante ! L'homme de marbre communiste à genoux, la casquette à la main, pitoyable dans sa soumission au verdict des urnes et indécent dans son allégeance tapageuse à la volaille socialiste que, quelques temps auparavant, il se proposait de plumer ! L'autocensure syndicale muselant par avance tout mouvement revendicatif susceptible de déstabiliser ou tout simplement de gêner l'action gouvernementale ! Et puis, et puis, et puis !

Un an, donc, que le changement à la mode socialo-communiste rythme la vie politique, économique et sociale de ce pays. Un an pendant lequel on nous a bercés de mots pour nous expliquer que, n'est-ce pas, le passif laissé par la droite ne pouvait être effacé d'un trait de plume et qu'en conséquence il fallait du temps pour changer les choses. Un an d'appels incessants à notre patience, condition soi-disant nécessaire à la réussite du changement. Un an au bout duquel il convient de s'interroger car la patience a des limites et que ces limites sont de plus en plus à l'ordre du jour. L'heure du bilan, à tout le moins ! L'heure de faire les comptes ! L'heure où les discours ne parviennent plus à masquer les faits. L'heure fatidique où l'on juge une politique sur sa capacité ou non à passer avec succès l'épreuve de la réalité !

Ce bilan, nombreux sont bien évidemment ceux qui l'ont esquissé ou qui sont en passe de le faire. A droite, comme de bien entendu, on pleure, on tempête et on menace. Le chômage qui continue de croître, le franc qui a été dévalué, le déséquilibre de la balance des paiements, la baisse des investissements, l'inflation, l'accroissement des charges des entreprises, le renard syndical et politique dans le poulailler de l'économie, la démagogie et l'incompétence du gouvernement... et le capital de confiance et d'argent accumulé par une « saine » gestion de 23 ans qui commence à fondre comme neige au soleil ! A gauche, là aussi comme de bien entendu on minimise les problèmes et on se veut avant tout rassurant, confiant et pédagogue. On explique le comment de la pesanteur du passé, le Conseil constitutionnel qui met des bâtons dans les roues de l'action du Parlement, le patronat qui freine des deux pieds, la droite qui n'accepte pas le verdict du suffrage universel... et puis, mais oui, la crise internationale, vous savez, cette crise dont on a dit un moment qu'elle n'existait pas ou qu'elle était celle du

capitalisme et que, donc, quand on aurait instauré le socialisme... A l'extrême-gauche enfin, comme hier et comme demain, on joue les mouches du coche et le soutien critique en espérant déborder les ancêtres sur leur gauche et prendre la tête du train du changement. On surenchérit sur la semaine de 39 heures, sur la cinquième semaine de congés payés... et on déplore (sic) la mansuétude du gouvernement à l'égard du patronat. Bref, tous ces braves gens mettent le changement en chiffres. Colonne de gauche, on répertorie les mesures prises. Colonne de droite celles qui auraient pu l'être. Et on fait des additions et des soustractions. Un langage de comptable, donc. Un langage qui, malgré des intonations différentes, est misérablement commun à tous les besogneux du changement. Un langage qui se borne à se satisfaire de ce qui a été fait, à glapir sur ce qui n'a pas été fait et qui aurait pu l'être, et dont l'unité réside dans l'admission du postulat selon lequel un gouvernement quel qu'il soit est l'âme du changement. Un langage que nous refusons.

Qu'on ne s'y trompe cependant pas ! Faire le bilan d'un an de gouvernement socialo-communiste en faisant apparaître la différence entre les promesses et la réalité, en dénonçant les insuffisances, les tours de passe-passe et en stigmatisant les compromissions qui suintent par tous les pores d'une gestion réformiste est nécessaire, et dans les colonnes de ce journal nous nous y employons toutes les semaines. C'est ainsi que nous aussi nous poussons à la roue pour que les miettes qu'on nous accorde sur le plan politique, économique et social soient plus substantielles. A titre d'exemple, nous menons le combat pour les 35 heures immédiatement. Mais, et c'est là qu'est toute la différence entre le langage des brontosaurus (de droite, de gauche et d'extrême-gauche) de la pensée politique et le nôtre, nous précisons toujours que nous n'obtiendrons que ce que nous arracherons par nos luttes et surtout que le changement, si changement il y a un jour, ne se décrètera sûrement pas par en haut dans le cadre général d'un système politique, économique et social qui ne tolère que des aménagements, des réformes et des retouches. En d'autres termes, nous pensons et nous le disons que le changement implique obligatoirement une rupture avec la réalité présente. Une rupture au niveau de l'économie avec le capitalisme privé ou d'Etat, et nous parlons à ce propos d'abolition du salariat, d'expropriation sans contrepartie, de la collectivisation des moyens de production, de la réorientation de la production en fonction des besoins, de la mise en place d'un réseau de coopératives ouvrières, de mutuelles de tout ordre... Une rupture au niveau social, et nous expliquons la nécessité

d'en finir avec la hiérarchie, l'autorité, l'inégalité pour enclancher une dynamique de l'égalité, de l'autogestion et de l'entraide. Une rupture au niveau politique, et nous ne faisons pas mystère de notre désir de détruire l'Etat, son centralisme, sa bureaucratie, son système de délégation de pouvoir et sa propension à opprimer les individus afin d'accéder au plus tôt à la libre fédération des groupements humains de toute sorte, sans armée, sans police, sans justice et sans institutions spécialisées dans la répression.

Comme on le voit, le bilan que nous dressons d'un an de réformisme à la mode socialo-communiste ne se limite pas à celui, sans perspective aucune, d'un comptable à l'affût de l'erreur de gestion. Nous savons qu'il y a eu des erreurs de gestion et nous les dénonçons, mais nous savons aussi que l'essentiel n'est pas là. Par définition, le réformisme, qu'il soit socialiste, communiste ou gauchiste ne peut pas déboucher sur autre chose que des « erreurs de gestion ». En clair, dans la mesure où il se propose d'aménager le vieux monde avec quelques pincées d'humanisme ici, un zeste d'égalitarisme là et trois gouttes de générosité ailleurs, le réformisme est anti-nomique d'un changement authentique.

Dans ces conditions, nous ne nous étonnons nullement de la pauvreté du changement réalisé dans ce pays depuis un an. Tant que le capitalisme existera sous sa forme privée ou d'Etat, tant que l'Etat continuera à étendre ses tentacules sur la vie politique, économique et sociale, tant que s'épanouiront gouvernements, institutions répressives, hiérarchies de toutes sortes, inégalités, autorités diverses..., le changement sera impossible et l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme continueront de s'épanouir au soleil de l'intolérable. C'est ainsi ! Avec du vieux plomb, on n'a jamais réussi à faire de l'or et sans la destruction du vieux monde et sans une révolution sociale totale et globale, on ne pourra pas davantage défricher les chemins de l'avenir et épanouir notre droit à la vie dans les espaces infinis de la liberté, de l'égalité et de l'entraide.

On l'aura donc compris, pour nous, faire le bilan de l'« expérience socialo-communiste », c'est avant tout poser le problème du changement en terme d'infrastructure et non pas en terme de super-structure. C'est donc réfléchir à l'être profond du changement, et si cet être est aujourd'hui de l'ordre du néant, c'est expliquer le pourquoi de cet état de faits, c'est démonter pièce par pièce les différents rouages de cette logique, et c'est proposer des solutions pour en sortir.

Affaire à suivre, donc ! Avec votre concours, bien sûr, car aujourd'hui comme hier l'émancipation des travailleurs ne pourra être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Jean-Marc RAYNAUD

« RENAULT-CITROËN même combat ! »

Alors que chez Renault la situation est en voie de règlement, chez Citroën elle se durcit et des risques d'affrontement entre le « syndicat » CSL et les grévistes se font jour.

Si les conditions de travail à Flins et à Aulnay ne peuvent qu'être semblables étant donné que l'un et l'autre fabriquent des voitures, on peut se demander pourquoi ces deux conflits qui touchent les mêmes catégories de personnel prennent des directions différentes. La raison en est très simple : chez Renault, le mouvement gênait les bureaucraties syndicales et le gouvernement, tandis que chez Citroën, pour ces mêmes acteurs, il s'agit d'enfoncer un coin dans la bastille patronale qu'est cette usine qui voudrait fonctionner à la « japonaise ».

Voyons Flins tout d'abord. Une première chose à souligner est que le mouvement de grève est parti du dehors des syndicats. Mouvement dur, sur la base d'un certain nombre de revendications qui recourent les promesses de la gauche de naguère, promesses dont la réalisation se fait toujours attendre : revalorisation du pouvoir d'achat, perspectives d'évolution professionnelle, conditions de travail et baisse du nombre d'heures hebdomadaires avec maintien du salaire. La position de la CGT est assez ambiguë, dans la mesure où elle est le syndicat dominant et dans la mesure où elle est prise en tenaille entre ses complexités gouvernementales et sa base : il y a quelques mois, à Billancourt, elle avait été désavouée par ses adhérents en appe-

rganisations syndicales (CGT, CFDT, FO), on peut dire que celles-ci remplissent, objectivement, la même fonction que remplit la CSL chez Citroën.

A Aulnay-sous-Bois, la situation est sensiblement différente : en effet, Citroën n'est pas une boîte nationalisée ; ensuite, les patrons ont leur « syndicat-maison », la CSL (ex-CFT), ramassés de « gros bras » et autres nerfs qui font la loi et empêchent, au besoin par la violence directe, l'implantation des syndicats ouvriers. Le syndicat conçu comme courroie de transmission entre la direction et les salariés, ce n'est pas une idée nouvelle : voir Pétain et les diverses idéologies de l'extrême-droite (dans l'usine d'Aulnay, on compte, de septembre 75 à avril 76, 31 opérations de commandos patronaux !).

Les revendications des OS d'Aulnay présentent beaucoup de similitudes avec ceux des OS de Flins : augmentation du pouvoir d'achat, conditions de travail, anti-racisme et, en fait, un ras-le-bol certain. Mais dans ce cadre, la stratégie de la CGT est très différente de chez Renault : le patron n'est pas de ses sympathisants et l'entreprise n'est pas nationalisée. D'autre part, pour la CGT, la prise en main du conflit pourrait redorer son blason qui se ternit au rythme de ses compromissions actuelles (par exemple, en signant des accords qui reconnaissent, avec la mise en application des 39

Y'A UN OS
DANS LE
CONSENSUS

heures, une baisse des salaires). Le recul de la CGT sur tous les fronts est net. Le conflit d'Aulnay pourrait lui permettre d'endiguer le mouvement, mais aussi d'apparaître comme un syndicat à la pointe du combat social. Et enfin, un dernier point qui est d'importance, est que la CGT est utilisée par le PCF comme moyen de pression sur un gouvernement dans lequel il est plus que minoritaire ; la CGT doit lui permettre d'influer sur la direction du Parti socialiste. Donc à Aulnay, les OS peuvent avoir confiance : la CGT ne les trahira pas (... tout de suite).

Ce que nous pouvons retenir de ces deux conflits est que si le 10 mai est passé, les revendications sont restées. C'est-à-dire que rien n'a changé et que la base des salariés commence à s'en rendre compte et... à bouger !

Et la deuxième chose est que si les organisations syndicales sont entre deux chaises, elles n'en sont pas moins inactives, et que si elles peuvent pousser les conflits et soutenir les grévistes, elles peuvent également freiner les mouvements de revendication et... aider à les liquider ! Mais ce qui reste de commun dans l'une et l'autre situation est que ces conflits sont pour elles la mise en action de masses de manœuvre, qu'il s'agit de capter et d'utiliser à leur profit... c'est-à-dire au profit de ceux qui détiennent le pouvoir à l'intérieur de ces organisations. Mais eux, à qui transmettent-ils ce « pouvoir » qu'ils ont « capitalisé » ? Devinez, pour voir...

Serge



Le Moyen-Orient pourrit lentement des virus religieux et nationalistes

Le tapage que font les petits bateaux qui croisent vers les mers australes nous font un peu oublier le lent pourrissement de la situation au Moyen-Orient. La restitution du Sinaï à l'Égypte risque d'accroître encore le sentiment de « normalisation » dans cette contrée où la guerre, sous tous ses aspects, fait rage et où la préparation à la guerre est devenue un sport national pour des peuples entassés sur un sol étroit et maigre, auxquels les dieux d'abord puis les fantoches qui les gouvernent ont promis la lune. Devant tout ce gâchis, nous sommes naturellement désarmés, mais il nous reste encore la faculté de comprendre et pour comprendre il ne sert à rien de répéter ce que rabâche la presse quotidienne avec simplement un petit coup de pouce par ci, un petit coup de pouce par là, pour nous différencier « avantageusement » des propagandes des États impérialistes qui s'évertuent à semer la discorde avec deux objectifs : le pétrole et la maîtrise des routes qui conduisent vers le continent asiatique.

Vieille terre de légendes, le Moyen-Orient a vu naître sur son sol toutes les religions révélées, foires aux illusions qui, depuis deux mille ans, servent de justification à tous les despotismes. Le judaïsme, le christianisme, l'islam s'y sont succédés dans le faste et la pouillerie, faisant suer des richesses de ces terres pauvres pour le plus grand profit de quelques-uns, ravant le plus grand nombre à la clocharde mystique. Les siècles ont coulé, laissant intacts ces deux fléaux : le culte et le sabre ! Les peuples étant ce qu'ils sont, à tour de rôle, ils se sont réclamés du droit du premier occupant et de la légitimité pour opprimer les autres, et lorsque l'un d'eux a triomphé, pour entretenir les drogues que procurent la religion et la guerre, ils ont inventé de subtiles et obscures interprétations des textes « sacrés », afin de continuer à s'égorger entre eux avec entrain, pour la plus grande gloire des divinités et des despotes qui les représentent sur cette terre.

Aujourd'hui, nous en sommes toujours là ! Israéliens, chrétiens, musulmans s'opposent entre eux avec une incroyable férocité, tout en continuant à se déchirer à l'intérieur même des sectes qui les réunissent pour un lambeau de phrase attribué à des personnages mystiques dont l'existence historique est douteuse ou, et c'est le comble de la bêtise, pour des frontières qui n'ont rien d'historiques et qui ont été imposées par les grandes nations impérialistes au début du siècle qui se sont partagées les dépouilles de l'empire ottoman !

Juifs orthodoxes, Juifs progressistes, chrétiens copistes, chrétiens orthodoxes, musulmans sunnites, shiites, druzes, maronites, alaouites qui se haïssent, constituent une mosaïque religieuse issue de la même souche hébraïque, intolérante et autoritaire, et c'est sur ces souches que les prêtres et les potentats pianotent pour assurer leur pouvoir. Et si on réfléchit que ces sectes sont flanquées sur chacune de leurs ailes par les Perses (Iran) et les Égyptiens, dont le fanatisme est encore antérieur au leur et qu'à ces profondes divisions « intellectuelles » s'ajoutent d'autres divisions sociales, celles-là en castes, en classes, en « nations », on comprend pourquoi entre les deux grandes guerres mondiales l'Angleterre et la France — les deux pays impérialistes de l'époque qui avaient colonisé la région — se contentèrent d'assurer des têtes de pont dans le pays pour prendre à revers les empires centraux, en traitant par le mépris ces populations abruties à la fois par le climat et par les cultes et qui, de tout

temps, avaient vu s'élever parmi elles des prophètes détraqués qui furent la plaie de l'humanité.

Et c'est ce fourmillement religieux issu de schismes multiples dans le cerveau fêlé de personnages vagabondant entre l'Euphrate et le Nil qui constitue le tissu de ces populations. Personne n'en parle jamais, cependant il pourrit toute la société du Moyen-Orient ! Encore faut-il ajouter à ce grenouillage né de la nuit des temps les intérêts des impérialismes modernes qui ont pris la relève de ceux qui dominèrent le début de ce siècle, et qu'au contrôle des voies de communication s'est ajouté le pétrole qui est le sang des économies modernes. Mais, l'histoire nous le démontre, le fanatisme n'a pas attendu d'être attisé par les intérêts économiques de l'Occident pour convertir la région en un immense charnier.

De nos jours, les moyens modernes de destruction mis à leur disposition exaspèrent encore la sauvagerie de ces clans qui se disputent le pays. Guerres de conquêtes, « révolutions » de palais se succèdent sans que rien ne puisse en prévoir la fin, sinon je ne sais quel cataclysme qui raserait tout pour recommencer à zéro ! Cataclysme qui, en fin de compte, pourrait bien s'appeler la bombe atomique que les apprentis-sorciers du monde occidental introduisent à petites doses... pour voir !

Aujourd'hui, la situation au Liban renferme tous les vices de la société islamique et de ses minorités. Les sectes s'affrontent, les États voisins occupent le pays, la classe dirigeante se livre une lutte sans merci, les clans cherchent des alliés à l'extérieur. Deux impérialismes, le syrien et l'israélien, clients de la Russie ou de l'Amérique installés à chaque bout de ce malheureux pays, attendent que la situation soit suffisamment mûre pour en arracher un lambeau. Tout cela sous l'étiquette de la justice, de la liberté, du droit et autres foutaises, en réalité pour établir la domination de leur secte sur la région. La situation du Liban est la préfiguration de ce que deviendra le Moyen-Orient lorsque le pourrissement nationaliste et religieux aura achevé son œuvre.

Certains lecteurs trouveront peut-être que je ne prends pas assez en compte les problèmes pratiques qui se posent à cette région comme le font nos distingués confrères ; mais au Moyen-Orient, toute solution dépend d'abord de l'état d'esprit des populations et de la facilité qu'ont les classes religieuses et politiques à faire miroiter sous leurs yeux éblouis des mythes d'abrutissement qui ont fait leur preuve.

Ainsi, la guerre qui oppose l'Irak à l'Iran est une guerre entre sectes à l'intérieur du monde musulman, même si les intérêts économiques n'en sont pas absents. De toute manière, ce sont les haines de sectes qui fournissent l'élément émotionnel. Le massacre de Holms en Syrie est également une répression inspirée par des luttes entre illuminés dont les clans se servent pour accéder et se maintenir au pouvoir.

Au Moyen-Orient, il n'existe pas de solution. La foi est la matière que les grands fauves tripataillent pour assurer leur domination. Cette situation inextricable, les commentateurs occidentaux la connaissent aussi bien que moi, pourtant ils se contentent de commenter l'événement comme ils le feraient si celui-ci se déroulait en Europe dans un climat différent. La raison, tout le monde la connaît : il s'agit pour eux de gagner des alliés dans la région en feignant d'ignorer ou même en flattant les vices de cette société décadente. Ce n'est pas par altruisme qu'Israël et les États-Unis sou-

tiennent en sous-main l'Iran, leur ennemie, dans sa guerre contre l'Irak ; ce n'est pas parce qu'elle est gagnée par les prophéties ridicules d'Allah que la Russie arme la Syrie ! Ce qui rend la situation de la région encore plus tragique, c'est qu'aux démantelés religieux qui ensanglantèrent l'histoire viennent s'ajouter les querelles idéologiques et économiques de la vieille Europe. Et, si on comprend la politique que font les pays impérialistes, on comprend moins cette rage qu'ont un certain nombre de « socialistes » de gauche ou d'extrême-gauche à vouloir greffer leur idéologie sur ces troncs pourris que représentent les trois religions révélées qui se déchirent au Moyen-Orient.

Que peut-on espérer de personnages comme Halfé el Assad, comme Begin, comme Khomeiny et quelques autres, dont les visées impérialistes s'arc-boutent sur le fanatisme de leur peuple ? C'est vrai qu'ils maintiennent leur population dans un état de sous-développement intellectuel, mais il est également vrai que c'est le fanatisme de ces peuples qui oriente leur méthode de gouvernement.

Le Moyen-Orient représente aujourd'hui un danger de guerre au même titre que les petits pays d'Europe centrale avant la Première Guerre mondiale et pour les mêmes raisons, car il est une route pour les affrontements régionalisés entre les impérialismes... en attendant la bombe ! Tous les efforts de la diplomatie occidentale pour geler les problèmes sont voués à l'échec. La constitution d'un État palestinien, tarte à la crème de tous nos petits gauchistes, ne ferait que rendre la situation plus dramatique ; en dehors du fait qu'un État est en soi un danger supplémentaire de guerre, ce coin enfoncé au cœur d'Israël engagerait les États arabes dans une nouvelle guerre pour rejeter les Juifs à la mer. Les États-Unis ne pourraient pas accepter de perdre cette tête de point sur la Russie orientale et ce sera la guerre avec tout l'enchaînement que cela peut supposer.

Le Moyen-Orient vit à l'heure de notre Moyen-Âge chaotique. Il n'existe pas de solution, en dehors du temps. Espérer que ces peuples se lèvent pour pendre leurs tyrans, renvoyer leurs prêtres à la méditation et bouter dehors les impérialistes étrangers qui sucent leur sang est un beau rêve. Naturellement, cette masse humaine, qui grouille sur un sol trop étroit et qui essaye de faire sa place en jouant des épaules, a parfaitement le droit de vivre avec ses mythes ! Le malheur, c'est qu'ils sont multiples, qu'ils déchangent des passions d'un autre âge et que finalement cette tolérance à vivre comme chacun l'entend se traduit par la liberté d'égorger celui qui pense autrement !

Seule la solution fédéraliste, c'est-à-dire la solution qui consiste à laisser les gens vivre où ils se trouvent, à leur manière, en passant entre eux des accords de coopération, pourrait arrêter les massacres. Mais la solution fédéraliste n'est acceptable qu'à partir de la tolérance et la tolérance est incompatible avec les passions religieuses, les différences des conditions d'existence, l'autorité du chef, du prêtre et du marchand. Ce qui, dans le climat actuel, est inconcevable !

Comme souvent dans leur histoire, les hommes contemplent le Moyen-Orient, ce détonateur qui risque de mettre le feu aux poudres et embraser le monde, impuissants à éteindre les flammes qu'ils ont eux-mêmes allumées.

Maurice JOYEUX



La CNT et le nationalisme

On dit quelquefois dans les milieux confédéraux que l'organisation manque, entre autres choses, d'un accord concret et organique sur la question nationaliste. Nous pensons que cela est vrai, mais seulement en partie. C'est-à-dire que l'organisation n'a pas établi un accord organique clair, au niveau du congrès ou de l'assemblée générale, sur cette question, et il serait peut-être positif que de futurs congrès, réunions ou assemblées plénières en discutent. Mais de toute façon, et en admettant ce manque, nous ne pouvons oublier à aucun moment que la CNT a toujours été fédéraliste et internationaliste dès sa création. Mais, dans tous les cas, les deux conceptions donnent actuellement une réponse claire et concrète à la question nationaliste.

Dans cet article, nous ne traitons pas ce thème par hasard. On le traite parce que nous pensons que certains secteurs à l'intérieur de l'organisation énoncent, analysent et discutent à propos du nationalisme. Ce serait absurde de le nier ou de le cacher. Il vaut mieux stimuler le débat pour qu'il prenne des positions concrètes.

Pour nous, la position est très claire. La CNT est une organisation qui a été créée et fonctionne sur les schémas fédéralistes. C'est-à-dire que les personnes et organisations qui forment la CNT se sont unies librement.

Le projet de société que la CNT vise est aussi fédéraliste. Ainsi, une société libertaire est l'union libre des personnes et structures de cette société-là, donc il est logique que la CNT se définisse aussi comme internationaliste.

Nous n'oublions pas non plus que la CNT est une organisation syndicale. Une organisation par laquelle les exploités luttent contre les exploités, les ouvriers luttent contre les bourgeois.

A partir de ces conceptions, nous croyons que n'importe quel militant cégétiste doit avoir une position claire par rapport au nationalisme. Avec toute l'attention que nous portons aux cultures et langues de toute nature, deux communautés fondamentales sont constituées par les exploités d'un côté et les exploités de l'autre. Il serait erroné et dangereux que le fait qu'un patron et un ouvrier appartiennent à la même communauté culturelle, linguistique ou géographique, amortisse, cache ou assombrisse l'affrontement fondamental des intérêts et aspirations entre un patron et un ouvrier, entre un exploitateur et son exploité.

Nous n'oublions pas que sous des exposés nationalistes se cachent des conceptions nazies ou des conceptions prétendues gauchistes et révolutionnaires. Nous remarquons que souvent le nationalisme s'utilise simplement pour amortir l'affrontement ouvrier-patron ou pour diviser les ouvriers.

Nous croyons qu'un exploité est avant tout un exploité, avant d'être catalan, andalou, basque, belge ou chinois.

Nationalistes étaient Franco, Hitler et Mussolini. Nationalistes sont le Parti national basque (PNV), la Gauche républicaine de Catalogne (Esquerra republicana de Catalunya). Nationalistes sont diverses branches de l'ETA ou de l'IRA. Faisons donc attention !

Nous devons tenir compte du fait qu'un Etat, de n'importe quelle nationalité, est toujours un instrument d'oppression. N'oublions pas que quels que soient la langue et l'uniforme que représente un Etat, nationaliste ou pas, il est un bras de la répression.

Essayons, pour le bien de tous, de ne pas oublier ces conceptions, et pour ceux qui parlent de « droit à l'auto-détermination », nous pouvons leur répondre que, à la CNT, le droit à l'auto-détermination commence dans l'individu-même et il n'a pas de frontière, parce que la CNT est internationaliste en plus de fédéraliste.

(Traduit de « Solidaridad Obrera »)

ITALIE

Lundi 19 avril, pendant que dans la matinée s'ouvrait le procès d'appel de Monica Giorgi et de 13 autres inculpés, s'est tenu à Florence un débat sur le « cas juridique de M. Giorgi » au cercle de l'Incontro. L'initiative a pleinement réussi, si bien que la salle était trop petite pour contenir le nombre important des personnes présentes, et ceci malgré le fait que la presque totalité des affiches qui annonçaient cette initiative furent intempestivement recouvertes. Etaient également présents à cette réunion les membres de sa famille.

Après une brève mais efficace introduction du compagnon Paolo Finzi de la rédaction de *A Rivista anarchica*, l'avocat Filasto « Collège de la Défense » a démonté pièce par pièce l'inconsistant dossier de l'accusation, démontrant entre autres, preuves à l'appui, de quelle façon le repentir Paghera avaient été manipulés par les carabinieri. Pio Baldelli, rédacteur de *Lotta continua*, a mis en évidence le rôle des mass-média dans la confection de fausses preuves qui accusent Monica.

En attendant, le procès continue et le deuxième jour d'audience a été caractérisé par l'acharnement du procureur général sur la vie privée de Monica Giorgi.

Dans les prochains numéros de *Monde libertaire*, nous vous informerons du déroulement du procès.

CANADA

Au Canada, au début du mois de mars, deux ouvriers du secteur nucléaire, atteints chacun d'un cancer, ont reçu une indemnité parce qu'ils avaient été exposés à des radiations durant leur travail. C'est la première fois dans ce pays qu'un dédommagement est accordé par le Bureau d'indemnisation des travailleurs pour le préjudice causé aux ouvriers d'une centrale nucléaire par de longues expositions.

Ces ouvriers travaillaient dans les laboratoires nucléaires de Chalk River, dans la province d'Ontario, pour le compte du Bureau de l'énergie nucléaire du Canada SA (AECL) ; l'un y a passé 28 ans de sa vie, il souffre actuellement d'un cancer des ganglions lymphatiques. L'autre, après 35 ans de travail dans ces laboratoires est mort d'une leucémie.

Selon les autorités, aucun de ces deux hommes n'a reçu de dose de rayonnement supérieure, aux doses maximales admissibles, établies par les agences de réglementation du nucléaire. Ils ont respectivement reçu une dose de 150 et 100 rems. (Notons que dans un rapport de la CFDT, il fut établi que la dose d'irradiation moyenne par an est de 3 rems). Ils avaient tous deux participé à la décontamination

du réacteur de Chalk River lors d'une fuite, en 1952, où l'on avait constaté une forte irradiation. La coalition canadienne pour la responsabilité nucléaire, qui représente plus de 200 groupes, tente de démontrer l'intérêt d'une étude contradictoire épidémiologique indépendante qui tiendrait compte de toutes les personnes impliquées dans cette décontamination (le personnel de la Royal Air Force canadienne y compris), ainsi que ceux qui sont intervenus à la suite d'un autre accident à Chalk River en 1958, de même que le personnel engagé pour les essais atomiques des Etats-Unis au Nevada dans les années 50. Cent cinquante personnes ont déjà été recensées.

La relation de cause à effet entre l'exposition des deux ouvriers aux radiations et de leur cancer, admises par le Bureau d'indemnisation des travailleurs et soutenue par le médecin même de Chalk River, crée un précédent dans l'industrie nucléaire américaine et canadienne. Alors qu'en Grande-Bretagne plusieurs indemnités ont déjà été accordées aux travailleurs (ou aux veuves) du nucléaire, on ne connaît qu'un seul cas aux Etats-Unis où on a dédommagé la famille d'un ouvrier de l'usine d'armes atomiques de Rocky Flats (fait qui fut d'ailleurs complètement ignoré par la presse).

ESPAGNE

DEPUIS quelques temps, divers événements ont fait de l'antimilitarisme un thème d'actualité : l'entrée de l'Espagne à l'OTAN et la vague d'opposition que cela a entraînée ; le « golpismo » avec comme corollaire le 23 février 1981, qui est encore d'actualité (cela étant dû aux incidences du jugement) et d'autres cas dérivés d'une certaine manière de ces faits.

L'entrée de l'Espagne à l'OTAN a mis en évidence l'impuissance de la majorité du peuple espagnol, face au conglomérat d'intérêts économiques, mis en jeu pour que l'Espagne s'aligne sur le bloc occidental ; impuissance qui s'accroît lorsque les aspirations populaires s'abandonnent aux mains d'organisations politiques qui ne cherchent qu'un rôle majeur dans l'état d'opinion populaire, rôle majeur confirmé par le nombre de voix obtenues en période électorale ; impuissance qui se manifeste quand le mécontentement populaire se canalise par la demande de signatures en vue d'un référendum.

Mais le manque de conséquence des partis politiques va plus loin car la campagne finie et les votes du Congrès achevés, on n'a plus parlé de l'OTAN. Cela veut dire que l'OTAN n'est plus le bras armé de l'impérialisme yankee ? Où sont les réclamations contre l'OTAN de certains dirigeants politiques ?

En ce qui concerne le coup d'Etat manqué du 23 février, nous n'avons rien de nouveau à découvrir ; un putsch dans le-

quel sont impliqués directement des hauts mandataires de l'armée, les généraux, parmi lesquels un des précepteurs du roi, le général Armada, sont les interprètes d'une volonté qu'il faut supposer (nous ne y trompons pas, et n'essays pas de tromper le peuple) majoritaire dans les forces armées, et qui a comme base :

- le protagonisme politique des militaires espagnols, presque séculaire, pour résoudre d'une façon « sui géneris » les problèmes d'Etat : autonomies, terrorisme, etc. ;

- la grande politisation des armées, comme héritage direct de son enracinement franquiste...

- la prétention de ne pas se voir déplacées dans la sphère d'influence du pouvoir politique et économique de la part du pouvoir civil en place.

Il faut souligner l'incapacité de la bourgeoisie à dominer et à diriger son bras armé, dans l'objectif de l'opération de changement, d'une façon « pacifique », du régime franquiste à la monarchie constitutionnelle ou parlementaire.

Le jugement qui a lieu en ce moment corrobore ce que nous venons de dire : ce tribunal punira-t-il les généraux Armada et Milans ? Il est certain que nous nous trouvons devant un jugement truqué d'avance, et qui a comme finalité d'obtenir une condamnation amoindrie pour les accusés, en attendant une conjoncture propice qui permettra l'application des mesures de grâce, et en tenant compte que beaucoup d'exigences que les généraux avaient établies lors du soulèvement ont été prises en considération par le pouvoir politique en place : la loi OAPA (Ley organica de Armonizacion del proceso autonómico), constitution du MULA, pacte social ANE (pacte pour l'emploi), régulation par voie constitutionnelle des états d'alarme, exception et siège, etc.

Nous relevons en conclusion des événements du 23 février, une nouvelle manifestation de l'impuissance du peuple à donner un coup d'arrêt à cette situation ; ce peuple, déjà déçu par le fait d'être représenté par les mêmes hommes politiques qui se sont mis à genoux devant Tejero. Nous nous trouvons donc dans la nécessité de développer une vaste conscience antimilitariste qui mettra fin au sentiment de peur et à l'impuissance populaire face au corps militaire. Cette conscience antimilitariste ne doit s'exprimer que par des manifestes ou des positions non violentes. Elle doit se projeter comme expression organisée dans les casernes, seule façon de garantir que la conscience antimilitariste aille au-delà d'un état d'opinion ; qu'elle devienne une position conséquente des travailleurs, des citoyens, du peuple en général et en particulier des soldats, ce qui faciliterait la résistance là où le militarisme se manifeste.

L'anarchisme et le mouvement libertaire en portent une importante responsabilité, car dans l'épicentre-même de la conscience antimilitariste se trouvent précisément les idées anarchistes.

SUR L'ENSEIGNEMENT LAÏC

L E texte qui suit est extrait d'un article publié en 1895 dans *La question sociale* par Fernand Pelloutier et intitulé *L'Enseignement en société libertaire*. Pelloutier est, rappelons-le, le fondateur des Bourses du travail, le premier théoricien syndicaliste révolutionnaire français et un penseur libertaire. L'extrait que nous avons choisi dans son article concerne la critique de l'enseignement d'Etat à l'époque où il s'imposait face à l'enseignement « libre » (religieux ou autre). Nous n'avons pas ressorti ce texte par hasard. En effet, aujourd'hui se développe une campagne en faveur de l'école laïque et contre l'école libre.

L'argument de base de cette campagne est très simple : l'école libre est à 95% confessionnelle, c'est-à-dire religieuse, elle reçoit des crédits de l'Etat pour survivre ; l'école publique (sous-entendez laïque) connaît elle aussi beaucoup de problème de budget. A partir de là, une conclusion s'impose : il faut supprimer les crédits de l'enseignement libre et les donner à l'enseignement public. Cette campagne est bien entendu le fait de la gauche, puisqu'on sait que l'anticléricalisme était, sous la Troisième République, le cheval de bataille de cette gauche et l'un de ses seuls points d'accord. La proclamation issue du meeting pour la défense de l'école laïque qui s'est tenu le 31 janvier dernier à Paris est parlante : on y retrouve la référence à la « tradition républicaine fondée sur la séparation des Eglises et de l'Etat » ou des phrases du genre « l'offensive menée par les forces réactionnaires et cléricales dans

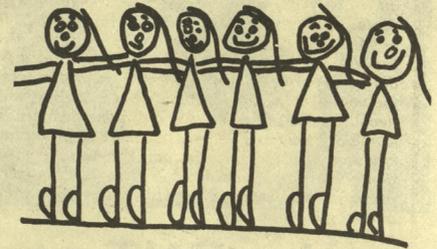
un esprit de revanche sur l'œuvre scolaire de la République ».

Il nous semble important de dénoncer aussi l'école laïque et pas seulement l'école religieuse. Toutes les deux façonnent les enfants dans le sens qui leur est favorable. Le grand argument des tenants de l'école laïque est que la liberté de conscience pour tous implique que la religion catholique, comme toute autre opinion religieuse, politique ou philosophique est une affaire privée et ne doit pas transparaître dans l'enseignement donné à tous. Mais cette fameuse laïque ne s'est pas comportée autrement que l'école confessionnelle si décriée, elle a servi aux doctrines qui triomphent par les partis au pouvoir, elle les a inculquées aux écoliers. Ainsi avant la guerre de 1914, le bourrage de crâne patriotique a préparé plusieurs générations à la grande boucherie. Le centralisme jacobin de l'Etat a bien été servi aussi avec la lutte de tous les instants contre les langues régionales qui a conduit à un véritable génocide culturel. L'école laïque et l'école religieuse doivent être dénoncées parce qu'elles représentent de fantastiques moyens pour modeler les consciences des enfants au profit d'une classe dominante.

Tout cela ne veut pas dire que nous soutenons ceux qui veulent que des crédits soient toujours versés aux écoles « libres ». Cela ne veut pas dire que nous renvoyons dos à dos ces deux écoles et que nous préconisons seulement la création d'écoles fonctionnant sur le principe de la pédagogie libertaire. C'est une so-

lution, mais il y a aussi des combats à mener à l'intérieur des écoles publiques. Seulement ces combats ne se confondent pas avec une campagne demandant que les fonds versés au privé soient consacrés au public et dont les arguments s'inscrivent dans une logique strictement étatiste. On peut très bien lutter pour avoir plus de classes, plus de personnel, plus de moyens dans l'école de son quartier sans pour cela demander que l'argent nécessaire soit pris à l'école libre d'un côté, ni sans considérer que l'Etat puisse être le gardien de la liberté de conscience. C'est pour toutes ces raisons qu'il nous a semblé important de publier une critique de l'enseignement public.

Groupe VOLINE



ÉDUCATION ET CULTURE

Il faut enfin que l'enseignement soit absolument libre. On conçoit que l'Etat, représentation d'une caste, cherche à consolider son pouvoir par un enseignement politique, philosophique et religieux dont il soit l'inspirateur et le surveillant. Lui seul peut oser dire, parce qu'il y gagnera l'alliance de ceux qui la professent, que telle doctrine sera la mesure de la loi et du droit. Et que lui importe si ce système est de nature à diviser les citoyens ? La force est là pour maintenir l'ordre, et, jusqu'au jour où cette force, qui l'élèvera, rencontrera une force plus grande pour le renverser, l'Etat aura naturellement plus de profit à gouverner les intelligences qu'à les laisser libres, la liberté étant la négation de l'Etat. C'est pourquoi chaque régime politique introduit dans l'enseignement l'esprit qui lui prêterait le meilleur concours ; le régime monarchique l'esprit catholique ; le régime démocratique l'esprit protestant, esprit souple aux hypocrites benisseurs qui cherchent dans une apparence de libre examen le moyen d'approuver plus à l'aise. Mais, et là-dessus point de contestation possible, la mainmise de l'Etat sur l'enseignement n'est qu'un moyen de contrainte, d'asservissement, une garantie de sécurité, que la centralisation favorise en dressant le personnel administratif à recevoir les ordres et à propager les doctrines de tout parti politique triomphant, et qui offre les dérivatifs aux difficultés économiques, le péril matérialiste ou le péril clérical servant, suivant le cas, à détourner le mécontentement public. Aussi les esprits élevés ont-ils condamné depuis longtemps ce système. Quiconque, aujourd'hui, savant, érudit, philosophe, n'a point l'ambition de gouverner ses semblables, proteste contre la consécration exclusive de telle doctrine ou de tel système et professe que la li-

berté de l'enseignement doit être la manifestation primordiale de la liberté individuelle. Si l'on considère, en outre, que la multiplicité des opinions et des croyances, c'est-à-dire la multiplicité des efforts à la recherche de la vérité, est une des conditions essentielles du progrès, on conçoit la nécessité d'affranchir les esprits de toute phi-

gouvernement ce qui serait la négation même de la liberté consentie : le droit souverain de surveillance et de contrôle ; mais cette indication nous est précieuse parce qu'elle justifie notre thèse du griel éventuel d'utopie. Notons, en outre, que depuis l'époque où s'engagera ce débat, l'initiative individuelle et privée à pris à l'enseignement

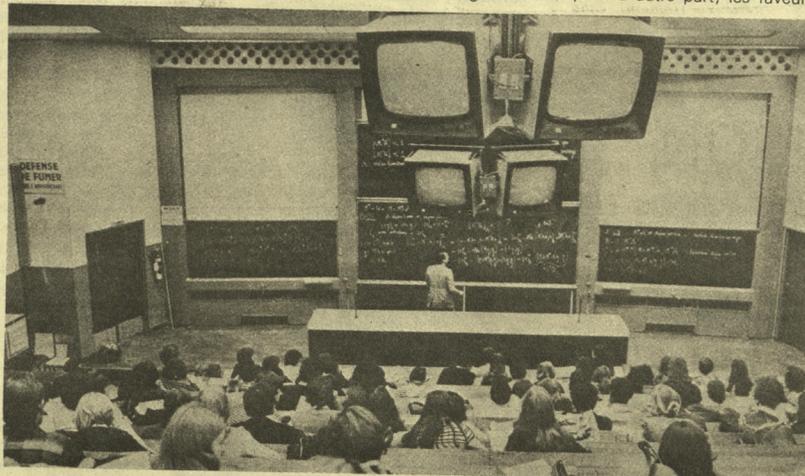
ments ? Est-il possible que, les droits qu'il s'est arrogés sur l'enseignement public, l'Etat consente à les abandonner un jour ? Qu'il cesse jamais de considérer les membres du corps universitaire, depuis le modeste instituteur jusqu'au professeur de faculté, comme les agents les plus précieux de sa politique ? D'autre part, les faveurs

ment contesté, entendent se maintenir contre le gré public et qu'ils recruteront même arbitrairement des défenseurs parmi les fonctionnaires placés sous leur dépendance. Comme, en outre, l'enseignement n'est pas une simple pépinière d'électeurs, mais que son influence, considérable surtout dans les petites villes et les campagnes, et sa mission, qui est de préparer les jeunes intelligences à la vie sociale, sont la base même de la Société, on comprend que les gouvernements tiennent à la garder en tutelle dans l'espoir de réaliser à leur profit le mot de Leibniz : « Donnez-moi l'instruction publique pendant un siècle, et je changerai la face du monde. »

Il serait donc puéril de croire et d'espérer que l'Etat, sauvegarde des hautes classes, consentit, en rendant à la collectivité la liberté de l'enseignement, à briser lui-même son meilleur instrument de domination. Aussi, l'Etat n'intéressant que ceux à qui il profite, et n'ayant aucun droit au respect de ceux contre qui il est établi, rien ne s'oppose-t-il à ce que les esprits indépendants recherchent par tous les moyens et la liberté de l'enseignement et son extension à tous les individus ; et si, d'une part, la stabilité des professeurs et la liberté des doctrines sont bien, comme elles le paraissent, incompatibles avec l'existence d'une caste dominante et d'un pouvoir central, intéressés à s'assurer les esprits ; si, d'autre part, la gratuité de l'instruction intégrale ne peut être obtenue dans une société où toutes choses auront cessé d'être marchandises comment la masse hésiterait-elle à sacrifier l'Etat au mieux-être social ?

Fernand PELLOUTIER

(Extrait des « Textes choisis de Fernand Pelloutier »)



l'enseignement de toute morale d'Etat.

Ces modifications, cependant, sont-elles réalisables ? Cela ne semblera peut-être pas douteux si l'on observe qu'il n'en est pas une que des universitaires, des lettrés, et non des réformateurs, n'aient crue possible même dans l'Etat social actuel. Lisez, par exemple, la discussion qui eut lieu en 1867 devant le Sénat sur la liberté de l'enseignement supérieur. On y trouve en germe la doctrine suivant laquelle l'Etat pourrait et devrait laisser à toutes les conceptions la faculté de se produire, la collation des grades lui étant seule réservée. Ce n'est sans doute qu'une indication, les orateurs ayant tous été d'accord pour conserver au

public une part de plus en plus importante. Partout se fondent savantes, établissements d'instruction professionnelle, qui donnent, tantôt une science orthodoxe mais soustraite au contrôle de l'Etat, tantôt une science indépendante à quoi les hommes devront une connaissance meilleure d'eux-mêmes et du rôle que leur nature les appelle à jouer. Comme l'a remarqué P. Kropotkine, c'est une manifestation, consciente ou non, des tendances frondeuses et libertaires qui emportent peu à peu tous les individus.

Mais, et c'est ce qu'il nous importe surtout de connaître, ces modifications peuvent-elles être l'œuvre des gouverne-

accordées à certaine Association d'étudiants, imprégnée du respect de l'ordre établi, de l'autre les abus de pouvoirs commis récemment sur divers professeurs et que le Parlement a approuvés, ont démontré la folie d'une pareille hypothèse. Les ministres ont fait clairement entendre que, si le professeur a le droit d'adopter l'opinion qui lui convient, il lui est interdit de la professer, même en dehors de ses fonctions, parce qu'il doit à son titre une autorité toute particulière, qui, non seulement ne peut s'exercer au détriment de l'Etat, mais qui, émanant de l'Etat, lui est naturellement acquise. C'était avouer sans ambages que l'organisation sociale discutée, le gouverne-

14 h
boat-
Le 13
de M
ville e
du fas

L'Ad
Morea
jours
de 39
Le 12
de m
grand
nous
art. C
pas ra
Le 13
à l'ho
explor
huma

NOTE DE LECTURE

Quand Léo Malet se faisait appeler Frank Harding...

POUR qui aime Léo Malet, une agréable surprise : la réédition de ses premiers « polars », publiés sous le pseudonyme de Frank Harding : *Johnny Metal*, *Miss Chandler est en danger*, *Affaire double* (1)... La création, en 1941, du personnage de Johnny Metal — pour une collection de romans pseudo-américains, dirigée par Louis Chavance — marqua l'entrée de Léo Malet dans l'univers du roman « policier », auquel il imprima sa personnalité d'anarchiste pamphlétaire et de surréaliste.

Dans une Amérique « à faire s'écrouler de rire un Américain moyen » (2), nous pénétrons dans un journal tout aussi fantaisiste, le *New York World*, où officie, pour le plus grand plaisir de son rédacteur en chef, M. Robert, dit « Little Bob » dit « Le Barbichu », une sorte de superman du grand reportage à sensations et à coups de poing... *Johnny Metal — Metal est l'anagramme de Malet — relate ses aventures à la première personne, comme le fera plus tard Nestor Burma dont il apparaît un peu comme le grand frère américain : même nom clinquant, même goût pour le whisky, même don pour découvrir des cadavres plus ou moins avancés, même punch et même humour ! Jamais Malet ne se prend au sérieux. Les situations lui sont inspirées par sa causticité naturelle, et sans doute par son anarchisme qui lui fait justifier allègrement le capitalisme yankee spoliateur des Indiens... dans un roman qui se prétend américain. Quant au « service secret de surveillance spéciale » d'une compagnie pétrolière, l'idée de l'appeler SSSSS, en 1941, ne semble pas exempte de préméditation, voire de provocation.*

On ne raconte pas un roman de Léo Malet. Il suffit de savoir que les cadavres y pleuvent, transformés en écumeurs ou cyanurés par d'anodins bonbons interposés ; que les jeunes filles des romans frappent parfois à votre porte, lestées en supplément de quelques balles ; que *Miss Chandler — clin d'œil involontaire au grand Chandler qu'il ne connaissait pas, dit-il, en 1944 — est en danger ; que le détective du Bureau des homicides porte des fixe-chaussettes cyclamen ; que les ascenseurs sont des « ambulances verticales » et les revolvers des « instruments à fabriquer des orphelins »... La verve de Léo Malet est un véritable régal, autant que son anti-conformisme et son art du pastiche au deuxième ou troisième degré de l'humour.*

Françoise TRAVELET

(1) *Léo Malet (Frank Harding) : « Johnny Metal »* (nouvelles éditions Oswald) ; « *Miss Chandler est en danger* » suivi de « *Affaire double* » (ibidem) ; « *Le Gang mystérieux* » (ibidem). Cinq autres titres à paraître.

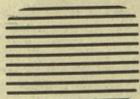
(2) Interview de Léo Malet dans « *La Rue* » n° 28.

SÉLECTION



RADIO

— *France-Culture* : le 8 mai à 14 h : réfugiés salvadoriens et boat-people haïtiens. Le 13 mai à 20 h : *Les Voisins* de Michel Boccara. Dans une ville espagnole, pendant la période franquiste. La permanence du fascisme.



TÉLÉVISION

— *TF1* : le 10 mai à 21 h 35 : *L'Adolescente* (1978) de Jeanne Moreau. Des hommes de tous les jours au seuil de la tourmente de 39-45. Le 12 mai à 22 h 10 : la leçon de musique : ce soir, le plus grand baryton vivant, Tito Gobbi nous révèle les secrets de son art. Copalins mélo-manes, à ne pas rater. Le 13 mai à 22 h 05 : *Chasse à l'homme*. Fin de la série. Une exploration à l'intérieur du corps humain.

— *A2* : le 6 mai à 15 h 50 : *La Saga des Français : au jour le jour*, de Maurice Failenic. Aujourd'hui : les jeunes. Le 7 mai à 23 h 10 : *Los Olvidados* (1950). Un Buñuel en grande forme. Une descente aux enfers des villes géantes. Le 9 mai à 21 h 35 : *Nos ancêtres les Gaulois : la colonie*. Documents d'archives.

— *FR3* : le 6 mai à 20 h 30 : *La Femme infidèle* (1969). Un thriller de Claude Chabrol, solidement réalisé. Le 7 mai à 21 h 30 : *Maria Vaureil*, d'après *Près du sol* d'Émile Guillaumin. Le rapport charnel de l'homme avec la terre. Le 8 mai à 20 h 30 : *Le temps d'un ballet*, portrait de Maurice Béjart, de François Réchenbach. Au fait, comme chorégraphe, n'y a-t-il que Béjart ? Le 9 mai à 22 h 30 : *Les camarades* (1963). Turin 1905... Une usine textile, une grève... Le début d'une prise de conscience de la classe ouvrière. Le 12 mai à 20 h 30 : Hommage à Georges Perec qui vient de disparaître. Le 13 mai à 20 h 30 : pour ceux qui ne l'ont pas vu, *Louis Lacombe* de Louis Malle. La milice sous Vichy.

« Histoire du mouvement libertaire en Bulgarie (esquisse) »

par Gr. Balkanski

LE groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste continue sans défaillance son travail d'édition, et après le remarquable n° 15 (*Plaidoyer pour l'anarchisme* de Robert-Paul Wolff) de la collection *Volonté anarchiste*, il met à notre disposition un texte non moins remarquable, dû, celui-ci, à la plume de notre camarade Balkanski. Le sujet traité est tellement vaste (le mouvement libertaire en Bulgarie) que ce numéro est un numéro double : pas moins de 120 pages ! Ce n'est plus une brochure, mais presque un livre.

Dans sa conclusion, G. Balkanski ne prétend pas avoir fait œuvre d'historien : « Nous n'écrirons pas ici l'histoire pour... l'histoire. Nous n'en avons ni l'ambition, ni la compétence et les qualités d'historien, et moins encore le temps nécessaire à lui consacrer. Nous n'avons pas plus la prétention d'objectivité, car nous participons à la lutte qui ne s'apaise point. »

Notre compagnon est trop modeste, car son ouvrage va devenir le document de base indispensable pour tous ceux qui sont curieux de connaître à fond l'histoire de l'anarchisme en Bulgarie. Et cette histoire est riche ! Il faut en effet savoir qu'après l'Espagne, la Bulgarie est le pays du monde qui a vu naître et prospérer un mouvement de masse très important bien que les conditions extérieures lui aient été très défavorables. En effet, sur une centaine d'années (1919-1923, 1945-1948), le mouvement libertaire bulgare vivra (et continuera de vivre) dans une situation de clandestinité. Malgré un environnement particulièrement hostile (gouvernements monarchique, puis fasciste, enfin bolchévique), un nombre très important d'individus issus de toutes les couches de la société vont créer un mouvement anarchiste puissant qui culminera en 1923 avec le célèbre congrès de constitution de la FACB (Fédération anarchiste communiste bulgare) à Yambol.

Tous les événements qui ont eu pour origine l'activité de nos camarades bulgares sont contés d'une plume alerte, suivant une méthode originale. La brochure comporte quatre chapitres principaux :

- 1) Aspect historique général : les aspects propres au mouvement libertaire bulgare ;
- 2) l'histoire à travers l'œuvre de ses militants : histoire qui comporte la biographie de cent militants, de Christo Boten à Nicolas Stoïnov ;
- 3) Presse et édition : liste complète des journaux et leur contenu ;
- 4) propagande orale, activités culturelles et sociales, et agitations révolutionnaires.

Il faut absolument lire cette forte brochure, qui est une mine de renseignements et qui donne envie d'en savoir encore plus. En particulier, il faudra qu'un jour Gr. Balkanski nous raconte en détail les circonstances de l'attentat de la cathédrale de Sofia et de la création de communes libertaires à Preubrojenie et Strandja en 1903.

Mais pour conclure, nous lui laisserons la parole en citant sa propre conclusion : « Il est évident que si la Bulgarie jouit aujourd'hui du triste privilège d'être l'unique pays sous les bottes de la dictature bolchévique où l'anarchisme n'est pas tout à fait écrasé, c'est qu'il est profondément enraciné dans l'histoire du pays. Ce fait est dû d'abord à l'intelligence des militants libertaires qui ont eu l'habileté de demeurer attachés au peuple, d'exprimer fidèlement ses aspirations et de participer à ses luttes, puis au fait que les militants libertaires bulgares, dès les précurseurs jusqu'à ceux qui persistent encore dans la lutte, furent et demeurent partisans des activités organisées et coordonnées, trait distinctif

de l'anarchisme social et révolutionnaire. »

Yves Peyraut

Brochure en vente à Publico : 25 F.



DERNIÈRE MINUTE :

C'est avec tristesse que nous apprenons la mort de Raymond Bussières. Du groupe Octobre aux dernières apparitions de ces quelques années, Raymond Bussières fut une des figures marquantes d'un cinéma digne de ce nom.

SPECTACLES

• THÉÂTRE :

Escorial, de M. de Ghelderode, jusqu'au 27 juin au Théâtre des 400 coups (74, rue du Cardinal-Lemoine, Paris 5^e) à 22 h 30.

Hernani, par l'Atelier de l'Épée de Bois, d'après Victor Hugo, jusqu'au 26 mai à la Cartoucherie (route de la Pyramide, Paris 12^e) : du mardi au samedi à 20 h 30 et le dimanche à 16 h.

Le TEP présente, jusqu'au 29 mai, l'adaptation du *Prométhée* d'Eschyle par Heiner Müller. H. Müller, à travers la transposition dans l'Allemagne de l'Est d'aujourd'hui des grands thèmes de la tragédie classique, ne se contente pas de critiquer les effets du stalinisme, mais apporte une réflexion sur des thèmes tels que la violence et le sacrifice et sur leur influence sur l'histoire. Dans la grande salle du TEP : à 20 h 30, les 7, 8, 11 et 12 mai.

Ça te dérange ? Moi ça m'arrange ! : le 11 mai à Tarbes.

Aux habitudes, café-restaurant, création du Centre dramatique national, sera présenté par la Maison de la culture de la Seine-St-Denis (espace J. Prévert, 134, rue A. France à Aulnay) : le 10 et le 13 mai à 14 h, le 16 à 16 h 30 et les 7, 11, 14 et 15 à 20 h 30.

La véridique histoire de Joseph Süß Oppenheimer : jusqu'au 22 mai à Metz.

Les contes de la dame verte, ensemble de contes et de farces picards, recueillis et réécrits par Jean le Mauve et présentés par la compagnie Apremont Musithéa : le 6 mai à la Maison des arts et des Loisirs, à Laon, à 9 h et à 14 h, le 10, au studio théâtre Bertrand (rue du Général-Bertrand, Paris 7^e), à 20 h 30, le 11, à la Salle des conférences au Centre d'études nucléaires Saclay à Gif-sur-Yvette, et le 12 à Champigny (Centre municipal d'animation).

• DANSE :

Danse au présent (av. J. Jaurès, Paris 19^e) : H. Sheppard et la production Lima Dreen, les 4, 5 et 6 mai ; S. Holzer et la compagnie K. Waehner les 7, 8 et 9 ; C. Dunan et la compagnie P. Roger les 10 et 11. A 20 h 30, du lundi au samedi et à 17 h le dimanche.

• CONCERTS :

Cyril Lefèvre et Marie Delbecq : du 11 au 22 mai au Petit Palais des Glaces à 20 h 45.

Djamel Allam : le 8 mai à la MJC de Jœuf à 21 h.

Béranger : le 7 mai à la Salle des fêtes de Savigny/Orge à 21 h et le 9 au Bourget (hall d'exposition, Bât. 1 à 17 h).

Michel Bühler : le 12 mai à Aurillac (lycée agricole G. Pompidou), à 21 h.

Philippe

PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 6 Mai : « La vie quotidienne (16-18 h) : l'AIDA (association d'artistes), qui sera également invitée à la rubrique « Pays de l'Est » à 19 h ; « L'invité quotidien » (18-22 h) : Gr. Balkanski parlera sur le thème de « l'unanimité et démocratie majoritaire ».

• Vendredi 7 mai : « Le Magazine pour rire » (14-18 h) : Bernard Hailland, chanteur ; « L'invité quotidien » : Anne, des Editions du Dauphin, parlera de Louise Michel, sa vie, son œuvre.

• Mercredi 12 mai « L'invité quotidien » : Prosper N' Kouari, sur le thème du rôle social de la musique en Afrique. Initiation et rituels.

(Prochainement, au cours de « L'invité quotidien », Radio-Libertaire assurera une rubrique sur le roman noir).

MITTERRAND OU LE CAPITALISME TRANQUILLE

La gauche, pour quoi faire ?

Y a-t-il une différence fondamentale entre la droite et la gauche dans ce pays ? Même dans la composition sociologique des partis politiques, il n'y a pas de traits vraiment spécifiques si ce n'est que le Parti socialiste est constitué d'une forte proportion d'enseignants et que le Parti communiste est marquée par une forte dominante ouvrière.

Dans la volonté de changement exprimée avec force par le gouvernement Mauroy, l'axe essentiel tourne autour des nationalisations. On remarquera que les communistes même s'ils paient quelques-unes de leurs contradictions par des sanctions électorales, leur collaboration au pouvoir a été chèrement négociée par l'accroissement des champs d'intervention de l'Etat dans la vie économique.

Tout ce qui va dans le sens de l'accroissement des pouvoirs de l'Etat ravit les communistes puisque cela s'inscrit dans leur finalité idéologique.

Mais à part cet antagonisme qui différencie essentiellement la gauche et la droite, on retrouve étrangement deux formes de pensées seulement opposées en apparence, puisque le libéralisme et l'étatisme recouvrent deux notions différentes d'une même réalité.

Ces deux familles politiques souscrivent à l'idée directrice de l'autorité de l'Etat. La souveraineté nationale recouvre la même vision du nationalisme, même chez les communistes. Dans le domaine économique, la droite prône une planification souple, alors que la gauche préfère un Etat gestionnaire, mais en gardant les mandarins.

En ce qui concerne la propriété collective des moyens de production, la hiérarchie sociale et l'exploitation capitaliste du privé ou de l'Etat, la gauche et la droite se confondent harmonieusement.

La stratégie du changement

« Il faut que nous nous gardions d'attitudes extrêmes, non pas par goût du juste milieu, mais par un souci d'attention au réel » (J. Delors 1962).

Jacques Delors, héritier direct de la pensée d'Emmanuel Mounier (1) dans un style de casuistique, déclare à RTL en novembre 1981 : « Il faut faire une pose dans l'annonce des réformes, mais en revanche il faut mener à bien soigneusement celles qui ont été décidées. »

C'est sans doute parce que la méthode de démonstration du changement subit quelques ratés que l'inénarrable Delors vient de déclarer que « si les syndicats veulent le retour de la droite, ils n'ont qu'à continuer ». Mais en quoi le mouvement ouvrier devrait-il être plus reconnaissant pour la gauche que pour la droite si ce n'est en vertu d'un pseudo-humanisme qui dépasse rarement le stade des intentions ?

La place et le rôle des organisations syndicales ne se posent pas différemment du seul fait d'un changement de majorité politique dans le pays, puisque le cadre de l'exploitation capitaliste demeure inchangé.

Ainsi apparaît mieux l'impérieuse nécessité de mener une action syndicale résolument indépendante de ceux qui ont intérêt à rechercher le consensus social pour faire accepter à la classe ouvrière les sacrifices d'une gestion sociale du capitalisme.

L'action syndicale ne se définit pas par rapport aux sympathies pour le pouvoir mais par rapport aux objectifs sociaux que le syndicalisme se doit de faire aboutir.

Aujourd'hui comme hier, les classes sociales demeurent une réalité tenace qui ne saurait être esquivée par quelque artifices de politicien. Les travailleurs sont attachés au système du parlementarisme. Pourtant les partis politiques qui monop-

olisent la scène électorale ne sont que des superstructures destinées à séduire les foules pour s'assurer l'exercice du pouvoir. Cette sclérose de la vie politique est stérilisante du point de vue d'une saine conception de la démocratie.

Les préoccupations sociales de la classe politique ne sont qu'un alibi pour se maintenir à la tête des organes de décisions, d'autant qu'un certain nombre d'entre eux pratiquent un double langage. Il en va ainsi de certains militants syndicaux qui cumulent parfois des responsabilités politiques non négligeables. Ainsi on voit un militant national de la CFDT, conseiller général UDF dans le Bas-Rhin et dans le même temps secrétaire d'un comité central d'entreprise d'une grande banque, à Paris. Ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, voilà sans doute ce qui motive ces zéloteurs prévoyants.

Le syndicalisme dans l'ornière

Depuis toutes ces années où la CGT et la CFDT, tour à tour accrochées au programme commun, puis à l'Union dans les luttes abreuvant la classe ouvrière des vertus métamorphiques de la gauche au pouvoir, le 10 mai venu, une grande partie des travailleurs prenaient leurs désirs pour des réalités. Du même coup, peu de syndicats ont résisté à l'appel des sirènes de la nouvelle collaboration avec le pouvoir. Pour distribuer des sinécures à tous les prétendants, on a même créé un ministère bidon, celui du Temps libre pour André Henry de la FEN (n'est-il pas vrai que la République socialiste est avant tout celle des enseignants ?) La CGT, qui attendait un geste du gouvernement pour son siège social de Montreuil, n'aura pas été payée d'ingratitude, puisque l'Etat va lui consentir une ristourne d'un demi-milliard d'anciens francs en échange d'un soutien objectif.

Les hésitations, les renoncements et finalement le recul de la législation sociale dans des domaines touchant les avantages acquis commencent à faire peser sur le « gouvernement des travailleurs » des suspicions légitimes.

Les bureaucraties syndicales vont avoir de plus en plus de mal à faire avaler les couleuvres de l'action positive du pouvoir.

Le rapport et le syndicalisme chrétien

La pierre angulaire de ceux que certains appellent la nouvelle citoyenneté dans l'entreprise puise sa source dans le rapport Auroux qui, après le débat parlementaire de l'automne prochain, deviendra vraisemblablement après quelques amendements la loi du ministre du Travail.

En dehors d'un certain nombre de dispositions sans grand intérêt pour la vie sociale comme par exemple la clause de style de l'obligation annuelle de négociation, qui n'est évidemment pas l'obligation de conclure, il convient de voir de plus près ce que recouvre la notion de conseils d'ateliers et conseils de service.

On conviendra que les clauses de ce rapport ressemblent à s'y méprendre aux thèses autogestionnaires de la CFDT, c'est-à-dire qu'il puise sa substance aux sources de la doctrine sociale de l'Eglise.

On voudrait porter un mauvais coup aux organisations syndicales que l'on ne s'y prendrait pas autrement. En développement des structures parallèles aux organisations syndicales et aussi aux organes électifs de représentation du personnel et en leur attribuant les mêmes compétences, on va donc consciemment minorer le rôle et l'importance des syndicats qui, pour Edmond Maire, sont un frein à l'évolution sociologique de la conscience de classe.

« Il faut faire naître une autre conscience sociale... assurer la progression du pays » (Edmond Maire). « Dans une société socialiste autogestionnaire, ce seront

les travailleurs qui décideront collectivement de l'organisation du travail et des conditions de travail » (sources CFDT).

Oui, mais nous ne sommes pas encore dans une société où l'outil de production est devenu propriété collective et déjà on veut faire assumer aux conseils d'ateliers des responsabilités qui, loin de conduire à l'émancipation sociale par l'autogestion, ne pourront déboucher que sur l'auto-exploitation des travailleurs.

C'est dans un même élan œcuménique qu'Edmond Maire prône l'idée d'un partage du travail et des revenus. Il n'a cependant pas précisé à quel niveau de revenus s'adressait cette proposition. Déjà l'an passé, monseigneur Elchinger tenait à peu près le même langage, preuve que l'inspiration sociale de la CFDT, qui proposait que dans un couple où deux personnes travaillent l'une d'entre elles cesse son activité pour soulager le problème de l'emploi.

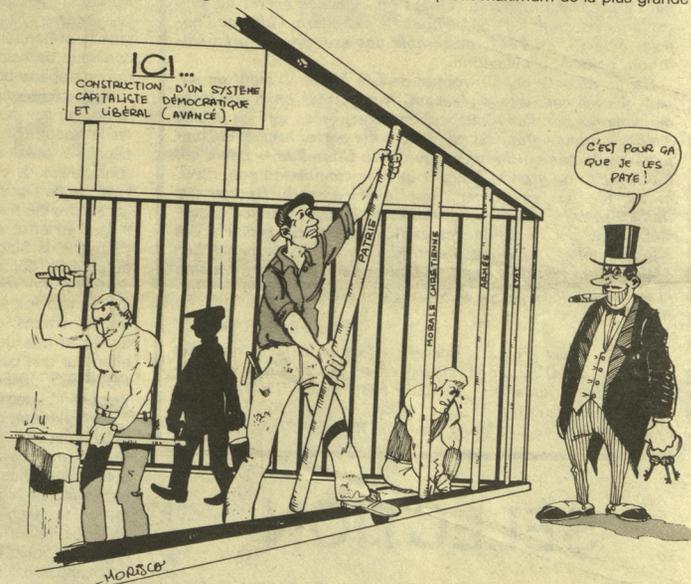
Pourquoi dans le droit fil d'une pensée révolutionnaire, Edmond Maire ne propose-t-il pas un partage de la richesse

Les nationalisations, un bakchich de 50 milliards lourds

La nationalisation tant promise par la gauche de cinq groupes industriels et de 36 banques coûtera en fin de compte une misère de 50 milliards de milliards aux contribuables. C'est le compromis d'une lutte constitutionnelle et juridique entre le capital et le pouvoir. Déjà les holding financiers sont en place sous la houlette des anciens présidents des banques nationalisées pour recycler les capitaux de l'indemnisation des actionnaires, vers des cieus plus cléments du point de vue fiscal.

Jean-Maxime Lévêque, ancien président du CCF a d'ailleurs, à ce qu'il paraît, un nouveau CCF (Cabinet de conseil financier) pour venir en aide aux spoliés de la 25^e heure.

Dans l'attente de renvoyer les parlementaires de gauche dans leurs chaumières, les capitalistes éminents s'activent à tirer le profit maximum de la plus grande



fondière et industrielle pour créer la solidarité nationale ?

La théorie du bien commun, chère au christianisme sociale qui, du comte de la Tour du Pin, puis d'Emmanuel Mounier en passant par Eugène Deschamps en arrivant à Edmond Maire, sous une phraséologie différente suivant les époques, demeure une même finalité temporelle dont les prolongements atteignent les fondements élémentaires de la laïcité. Ceux qui ont choisi la collaboration de classes en investissant la crédibilité syndicale dans le gouvernement Mauroy en seront d'autant plus vite pour leurs frais que les déceptions engendrées par des promesses mirifiques feront rapidement pencher la balance électorale dans un sens différent.

Même si la classe ouvrière, pour les raisons que j'ai précédemment exposé, doit souffrir d'un nouvel échec d'une politique d'Union de la gauche, le syndicalisme ne doit pas être le protectorat des politiciens ratés.

La véritable mission du syndicalisme ne peut se concevoir que par opposition au patronat et à l'Etat en dehors de toute tutelle, de toute idéologie extérieure au mouvement ouvrier et seulement dans une perspective révolutionnaire qui, dans le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat, saura tracer la voie de la libre association des producteurs et des consommateurs dans le cadre d'une structure fédéraliste décentralisée.

gabegie gouvernementale des temps modernes.

Il existait assurément des moyens moins onéreux de mettre les banques à genoux, avec notamment le dispositif technique et financier mis en place par le gouvernement précédent.

La république des professeurs n'est pas celle du réalisme économique, et l'on remarque à nouveau que l'exil durable du pouvoir a mis la pensée socialiste en hibernation. Car ce que peu de gens ont dit, c'est qu'en fin de compte c'est encore la classe ouvrière qui va payer la facture des nationalisations sans en retirer une contrepartie positive. Alors, que faut-il en conclure : la gauche au pouvoir, une calamité ?

En tout cas, la bourgeoisie peut dormir sur ses deux oreilles. Mitterrand prend soin de ses intérêts.

Jean-Claude RICARD

(1) Emmanuel Mounier, philosophe chrétien, auteur de nombreuses études sur le monde ouvrier.

Bibliographie :

- La CFDT et l'autogestion ;
- L'histoire de la gauche de 1900 à nos jours.

(La première partie de cet article est parue dans le numéro 442 du Monde libertaire)